CIHEAM

International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies

PRESS REVIEW

Current Events in Euro-Mediterranean Agriculture, Food and Environment

OCTOBER 2011

CIHEAM

Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes

Cette revue de presse reprend les articles mentionnés sur le site du CIHEAM en octobre 2011, à partir du travail de recherche des informations réalisé au sein du Secrétariat Général par Sébastien Abis (administrateur) et Khedidja Koceir (stagiaire)

www.ciheam.org

Sommaire

- L'Union Européenne est aux côtés de la Tunisie pour la relance économique et la gestion des ressources en eau
- L'alimentation des Français en 2011
- Le bio avance (doucement) en France
- Maroc : un nouveau système de collecte de prix et suivi des prix agricoles est né
- Portugal : les Thaïlandais, une main d'œuvre très bon marché
- Egypt inches towards food subsidy reform
- Rural Egyptians suffer most from increasing poverty
- Egypt exporters urge ban of vegetable exports to EU be lifted after testing clear E. coli
- Italy struggles to engage a younger generation in agriculture
- Algérie : les agriculteurs peinent à nourrir les citoyens
- Europe has unique opportunity to reform farm support, says OECD
- World cereal markets expected to stay tight amid rising production
- Tunisie : des surfaces à redistribuer
- Sécurité alimentaire : l'Egypte plaide pour un organe régional permanent
- La fin de l'aide alimentaire, ce serait la fin de l'Europe solidaire
- Food prices to be even more volatile, U.N. says
- Turkish cultural and food festival attracts thousands in Los Angeles
- Egypt's New Democrats ready to defend Nile
- Arab world : agricultural sector still lacks support
- EU farm spending slowly shifting eastwards
- The European Commission proposes a new partnership between Europe and the farmers
- La Libye devient le premier importateur des produits agricoles tunisiens
- Thon rouge : magouilles autour des chiffres de vente
- Acesur's Gonzalo Guillén: Spain is "exporting the wrong image"
- Tunisie : le mouton de toutes les inquiétudes
- Egypt: for whom the bell tolls
- Citrus harvest in Mediterranean forecast to be little changed
- EU boosts number of Erasmus Mundus scholarships for South Mediterranean students
- Plan Maroc Vert: modernisation de l'agriculture à Ifrane
- Les pommes de Korça débarquent dans le marché balkanique
- World Food Day focuses on swinging food prices
- Maroc : Les pluies tardives compromettent le démarrage de la campagne agricole
- E. Coli : l'UE interdit graines et pousses produites en Egypte jusqu'en 2012
- La crise en Syrie a un impact sur les exportations libanaises

- Maroc : prévisions de croissance
- Maroc : Taliouine se prépare à récolter son safran
- La facture alimentaire de l'Algérie a dépassé 7 milliards de dollars
- La BAD promeut l'accès à l'eau potable aux populations rurales en Tunisie
- Thon rouge : trois fois plus de poissons vendus que pêchés
- Tunisie : pourquoi les « bons alimentaires » à la place de la Caisse de compensation ?
- WFP plays vital role in Libya through its logistics, telecommunications and transport support
- Algérie : des forêts pour la société
- Lebanon : agriculture sector needs new laws
- Italy project seeks to head off future problems in the Nile Basin
- Maroc : l'Aïd el kebir, la fête la plus attendue du monde rural
- Algérie : forte hausse des achats de blé pendant les neufs premiers mois de 2011
- L'eau et l'agriculture parmi les domaines d'activité du programme MEC
- La Méditerranée face au spectre de l'insécurité céréalière à l'horizon 2030
- Egypt wants French wheat but at better price
- Liban : "faites de la bouffe, pas la guerre »
- Blé ukrainien : retour à la normale des exportations

L'Union Européenne est aux côtés de la Tunisie pour la relance économique et la gestion des ressources en eau

Date: 1 octobre 2011
Source: Délégation de l'Union Européenne en Tunisie
URL : http://eeas.europa.eu/delegations/tunisia/

Le 29 septembre 2011, Mme ASHTON, la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et M. Beji Caid ESSEBSI, le Premier ministre tunisien, ont signé deux Conventions de financement entre l'Union européenne et la Tunisie pour un don total de 157 millions € (environ 300 millions de dinars) au budget de l'Etat. La première convention porte sur le Programme d'appui à la relance qui vise à accélérer le retour à la croissance, grâce à un appui de 100 millions € aux mesures de relance économique récemment adoptées par le Gouvernement tunisien. La deuxième convention porte sur le Programme d'appui aux politiques publiques de gestion des ressources en eau pour le développement rural et agricole qui appuiera, grâce à un budget de 57 millions €, le Gouvernement tunisien dans une meilleure prise en compte des problématiques de préservation de la ressource et de la gestion de la demande en eau.

Le Programme d'appui à la relance

Le Programme d'appui à la relance, formulé juste après la révolution, vise à répondre de manière visible et décisive à trois défis auxquels le pays doit faire face: la prise de mesures pour soulager la condition des chômeurs et des plus pauvres, notamment dans les régions marginalisées, afin de réduire les inégalités; l'amélioration de la transparence, de la responsabilisation et de l'efficacité de l'administration publique; et le maintien de la stabilité macro-économique face à la très forte pression sur le budget de l'Etat et les comptes extérieurs du pays.

Les mesures prises contribueront à une reprise de la croissance économique, à travers, entre autres, 1) des mesures de soutien à l'activité économique et le réajustement des interventions publiques en faveur des régions et des groupes sociaux particulièrement défavorisés jusqu'à présent; 2) des actions dans le domaine de l'administration publique, pour garantir l'accès à l'information à tous les citoyens et améliorer l'efficacité et la transparence des procédures de marchés publics; 3) des actions en faveur de la micro finance afin de généraliser et pérenniser son développement sur tout le territoire; 4) des actions dans le secteur financier, pour améliorer la gouvernance des banques et le cadre réglementaire régissant les opérations de capital-investissement..

L'Union européenne est convaincue que ces diverses mesures contribueront à la réussite de la transition démocratique et au renouveau économique et politique attendu par l'ensemble des Tunisiens.

Dans le cadre de ce programme, 1,25 milliards $ de prêts ont également été mobilisés par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Agence française de développement. L'Union européenne, en ajoutant 100 millions € sous la forme de dons aux prêts de ces institutions financières a ainsi joué un rôle clé dans la coalition des donateurs pour mobiliser, au sein d'un programme conjoint, un montant de ressources sans précédent pour la Tunisie dans la période historique qu'elle traverse.

Le Programme d'appui aux politiques publiques de gestion des ressources en eau pour le développement rural et agricole

L'Union européenne accorde une priorité claire en faveur d'une politique de gestion durable et équitable des ressources en eau pour tous les citoyens tunisiens. Le "Programme d'appui aux politiques publiques de gestion des ressources en eau pour le développement rural et agricole" permettra ainsi de renforcer le dialogue national, incluant tous les citoyens, en vue d'améliorer la gouvernance de l'eau. Les eaux souterraines constituent en particulier une ressource profondément menacée à cause de leur surexploitation.

Concrètement, le programme vise à: 1) améliorer la gestion des ressources en eaux conventionnelles, à travers notamment la mise à niveau des services de gestion du Domaine Public Hydraulique et la modernisation du système de collecte des redevances; 2) améliorer la gestion de l'eau sur les parcelles agricoles, en vue d'une valorisation optimale des eaux pluviales en agriculture et de la maîtrise de l'irrigation; 3) améliorer les performances des Groupements de Développement Agricole, à travers des formations et des appuis et 4) renforcer la lutte contre la pollution des eaux, grâce notamment à la définition d'un programme d'action pour le traitement des déchets solides en zone rurale et la définition d'une politique et d'une stratégie nationale d'assainissement en faveur des populations rurales. L'activation effective du Conseil National de l'Eau, comme outil de dialogue intersectoriel incluant la société civile, pourrait également constituer une avancée majeure dans l'émergence d'une politique et stratégie nationale de l'eau et d'un plan d'action pluriannuel.

A travers ce nouveau programme, l'Union européenne s'engage résolument dans le soutien au développement rural et agricole de la Tunisie. Elle est ainsi la première institution internationale à octroyer une aide budgétaire à la Tunisie dans ce domaine.

L'alimentation des Français en 2011

Date: 1 octobre 2011
Source: Alimentation.gouv.fr
URL : http://alimentation.gouv.fr/barometre-alimentation-2011

Depuis 6 ans, le ministère de l'agriculture et de l'alimentation commande chaque année au CREDOC (1) une étude approfondie sur les habitudes alimentaires des Français, leurs perceptions de la qualité alimentaire et de la politique menée en la matière.

44 % des Français considèrent que l'alimentation est avant tout une nécessité, le plaisir arrivant en seconde position (41 %). En revanche, le lien entre alimentation et prévention des problèmes de santé diminue par rapport aux années précédentes (15% contre 22% en 2007).

Pour 53% des Français, la qualité des produits alimentaires s'est améliorée depuis 20 ans. Pour juger de la qualité d'un produit alimentaire, les Français se fient aujourd'hui à son goût (96%), à son apparence (89%) puis à son prix (86% contre 90% en 2009). La durée de conservation du produit est également un critère de choix important (86%), en augmentation par rapport aux années précédentes. Enfin, la connaissance de la provenance du produit permet de se faire une idée de la qualité d'un produit pour 83% des Français.

La transmission maternelle de la cuisine reste une réalité : près de 7 Français sur 10 ont appris à cuisiner, dont un tiers avec leur mère.

S'agissant de l'information sur ce qu'est une bonne alimentation, les Français font avant tout confiance aux professionnels de santé (53%), qui devancent les associations de consommateurs (48%), les diététiciens (45%) et les petits commerces (43%). En termes de confiance dans les institutions, l'ANSES arrive en tête (54%).
Actions des pouvoirs publics. Un peu plus de la moitié (51%) des Français considèrent que l'Etat doit avoir une politique de l'alimentation.

Les pouvoirs publics doivent avant tout veiller à la sécurité sanitaire des produits (pour 66% des Français), sachant que 70% des personnes interrogées considèrent que la sécurité sanitaire s'est améliorée en France depuis 20. Ensuite, l'action des pouvoirs publics doit se concentrer sur l'accès de tous, notamment des plus pauvres, à une alimentation de qualité.

Le bio avance (doucement) en France

Date: 2 octobre 2011
Source: Zegreenweb.com
URL : http://www.zegreenweb.com/sinformer/le-bio-avance-doucement-en-france,41284

L'Agence Bio, groupement d'intérêt public pour le développement et la promotion de l'agriculture bio en France, vient de rendre son rapport sur l'évolution du secteur dans l'Hexagone et sa directrice, Elisabeth Mercier, s'est montrée tout à fait optimiste quant à son avenir. Elle a estimé hier, lors d'une conférence de presse, qu'étant donnée la croissance enregistrée au premier semestre le marché des produits bio devrait augmenter de 10% d'ici la fin de l'année et arriver à un chiffre d'affaire de quatre milliards d'euros.

Ainsi, le bio français serait parvenu à surmonter deux crises. La première, financière, ne semble pas avoir freiné la consommation de produits biologiques, et ce malgré des prix toujours relativement élevés. « Il y a le prix facial mais il y a aussi le prix de ce que l'on mange », analyse François Thiéry, président de l'Agence et éleveur bio dans les Vosges, selon lequel la qualité des produits « naturels » par rapport aux « industriels » joue de plus en plus dans le choix des consommateurs.

Quant à la seconde crise, relative à l'épidémie de la bactérie E Coli en juin dernier dans le secteur des fruits et légumes, elle a sévèrement touché les producteurs, notamment de concombres et de tomates, mais ces effets semblent s'estomper avec le temps. De même que, si Mme. Mercier constate que « les difficultés qu'a connues l'Allemagne cet été ont entraîné une baisse de la consommation dans le secteur » – faisant référence à la mise en cause, à tort, d'une structure biologique allemande -, au final les maraîchers bio ont été moins touchés que leurs pairs traditionnels.

En outre, le rapport de l'Agence Bio démontre que le secteur agricole français poursuit sa reconversion, avec pas moins de 1990 nouvelles exploitations biologiques répertoriées durant les six premiers mois de l'année. Toutefois, il note aussi un écart de plus en plus important entre les régions. Ainsi, la Picardie, la Haute-Normandie et le Nord-Pas-de-Calais sont à la traîne en France continentale, faisant état de performances bien faibles par rapport aux régions Rhône-Alpes, PACA (Provence-Alpes-Côte d'Azur) et du Languedoc-Roussillon. Couplées avec les Midi-Pyrénées et les Pays-de-la-Loire, elles représentent près de la moitié de la production biologique française.

Au total, ce sont donc actuellement 4,6% des structures agricoles de l'Hexagone qui produisent du bio selon l'Agence. Or, malgré l'optimisme de ses dirigeants, on ne peut que constater un chiffre encore trop peu suffisant. Il semble en effet difficile de pouvoir atteindre l'objectif fixé par le Grenelle de l'Environnement, soit que le secteur biologique représente 6% de l'agriculture française d'ici 2012.

Ainsi, même si le bio continue à gagner doucement du terrain dans l'Hexagone le pays reste parmi les « mauvais élèves » de l'Union Européenne (UE). En effet, le secteur représentait déjà 5,1% de la production agricole en Allemagne, 8,9% en Italie, ou encore 15,7% en Autriche en 2007, lorsqu'en France il ne représentait que 2% de l'agriculture nationale, selon les chiffres de l'UE. Autant dire que le bio français doit encore faire ses preuves…

Maroc : un nouveau système de collecte et suivi des prix agricoles est né

Date: 3 octobre 2011
Source: Le Matin
URL : http://www.lematin.ma/journal/-Asaar-_Un-nouveau-systeme-de-collecte-et-suivi-des-prix-agricoles-est-ne/157019.html

Une première au Maroc. Le domaine de l'agriculture vient de se doter d'un système de collecte et de suivi des prix agricoles. Le nouveau système baptisé «Asâar» permet la collecte et la transmission instantanée des données sur les prix des produits agricoles par des agents dédiés à cette mission et déployés sur le terrain. Mis en place par le ministère de l'Agriculture, ce programme permet aussi de compiler et de diffuser l'information sur les prix dans le but d'aider les agents économiques et le gouvernement dans la prise de décision et dans la planification stratégique du secteur.

Dans une conférence organisée vendredi à Rabat pour annoncer le lancement de ce nouveau système, Aziz Akhannouch s'est félicité de la mise en place d'un tel système qui constitue désormais un nouveau visage de l'agriculture marocaine. «Nous sommes heureux de savoir que notre agriculture utilise non seulement des techniques modernes, mais elle est aussi suivie avec des techniques modernes», annonce le ministre. En effet, conçu de manière à constituer une solution évolutive capable de répondre aux besoins présents et futurs, ce projet contribuera à moderniser les outils de collecte de données dans le secteur agricole et garantir une disponibilité de l'information en temps réel. Il permettra aussi d'automatiser le processus de génération de rapports et d'indicateurs liés à l'évolution des marchés locaux des produits agricoles. Notons que toutes les informations recueillies seront diffusées tous les jours à travers un site web dynamique accessible au grand public (www.prixagriculture.org) permettant l'affichage des prix des produits d'un marché de référence sur une barre défilante avec la variation : hausse, baisse par rapport au prix de la veille. «Il s'agira d'une sorte de bourse des produits agricoles qui permet à tout un chacun de consulter les prix de tous les produits agricoles dans toutes les régions du Royaume», indique le ministre.

Désormais, le ministère passera de l'ancien système qui reposait sur les supports papier remplis par ses agents statistiques pour la collecte de l'information à un nouveau système basé concrètement sur un réseau de plus de 220 agents statistiques équipés de Smartphone dotés d'une application développée spécifiquement pour ce besoin. Celle-ci permet une saisie facile et intuitive des données par les utilisateurs terrains. Le système s'appuie également sur les infrastructures de transmission de données mobiles qui couvrent la quasi-totalité du pays. Le recours à cette technologie de pointe garantit la remontée d'information du terrain en temps réel, la mise à jour des informations contenues dans le Smartphone et l'automatisation du processus du reporting et la génération d'indicateurs sur les prix. «Le système permet la génération de rapports et d'indicateurs journaliers, hebdomadaires, mensuels et annuels retraçant l'évolution par produit, famille de produits, marchés, régions ou par provinces.

Asâar a été développé de manière très flexible. Il permet d'intégrer facilement et rapidement toutes les évolutions futures, la correction en cas d'erreur et l'intégration de nouvelles fonctionnalités», ajoute M. Akhannouch. Il est important de souligner que le nouveau système assure une couverture assez large des marchés, à savoir 9 marchés de gros, 25 souks et 20 marchés de détail. Il couvre également l'ensemble des produits agricoles (fruits, légumes et viandes) selon différents paramètres notamment la variété, l'origine du produit, le calibre, la couleur, le mode de présentation et la taille. Autant de détails qui permettent de générer une information complète et fiable.

Lors de la journée de présentation du système Asâar, le département de l'Agriculture a également organisé une visite à la salle SIG agricole (système d'information géographique agricole) aménagée dans le siège du ministère. Un programme dont la mise en œuvre vient d'être achevée. Notons qu'il s'agit d'un système intégré de matériel, de logiciel et de savoir-faire permettant la mise en relation des objets topographiques, démographiques, des images et autres données géo-référencées.

La superposition des données met en évidence les relations et les tendances qui ne sont pas visibles dans les tableaux ou des logiciels statistiques, ce qui crée souvent de nouvelles informations sur les ressources de données existantes.

Portugal : les Thaïlandais, une main d'œuvre très bon marché

Date: 4 octobre 2011
Source: Le Courrier International
URL : http://www.courrierinternational.com/article/2011/08/28/les-thailandais-une-main-d-oeuvre-tres-bon-marche

Phungoen, 35 ans, n'a plus son masque. La journée s'est terminée à 17 heures et elle est à la maison, les cheveux ébouriffés, l'air occupé. Délaissant un instant la marmite de riz, elle va dans la salle à manger utilisée par tous les Thaïlandais qui partagent son toit et qui, comme elle, travaillent pour la Frutus, à Cadaval, au cœur de la région de la poire rochas [près de Lisbonne]. La maison est vieille. Des caisses de légumes parsèment le sol, accentuant le côté désordonné du lieu. Un parfum de riz emplit l'atmosphère. Phungoen parle très peu portugais. "Portugal, dix ans. Beaucoup années. Gagner argent", disait-elle un peu plus tôt dans le verger.

Après les immigrés de l'est de l'Europe et les Brésiliens, c'est au tour des Thaïlandais. La Frutus, entreprise productrice de fruits, en emploie 17 à temps plein, pour une durée de deux ans. Près de 25 % des 155 salariés sont étrangers. Armando Torres Paulo, dirigeant de l'entreprise et de l'Association nationale des producteurs de poire rochas, les paie comme les Portugais. "Ils reçoivent 20 euros de plus que le smic [475 euros] et ils peuvent faire des heures supplémentaires s'ils le veulent." Au début, les entrepreneurs se méfiaient. Embaucher des gens qui viennent de l'autre côté de la planète sans aucune proximité culturelle ou linguistique ? Puis ils ont été convaincus par le silence de ces travailleurs souriants, au calme quasi révérencieux, discrets et appliqués. "De nombreux agriculteurs au Portugal, surtout étrangers, connaissaient déjà les qualités du travailleur thaïlandais et ont donc commencé à en chercher. La grande majorité travaillaient dans l'agriculture en Israël, mais, comme la législation locale autorise seulement une durée de séjour de cinq ans, ils ont dû partir", raconte Chakorn Suchiva, l'ambassadeur de Thaïlande au Portugal. L'augmentation de résidents thaïlandais a été brutale. En 2006, ils étaient 126 à posséder un visa de longue durée, selon les autorités. Quatre ans plus tard, leur nombre est passé à 722. Certaines entreprises les recrutent pour une durée de deux ans. D'autres font appel à eux uniquement pour les récoltes. Les Thaïlandais traversent le pays pour les vendanges, la récolte des olives, la cueillette des fruits. C'est le cas de Shaman, 34 ans, mère de deux enfants qui vivent avec leurs grands-parents à Ubon Ratchathani, à 600 kilomètres de Bangkok. "Je veux plus [de travail]", dit-elle avant de parler de sa famille qui lui manque. Elle travaillait en Chine dans une usine de confection où elle faisait beaucoup d'heures supplémentaires. Son contrat de deux ans terminé, Shampan a dû partir en quête d'un emploi dans un autre pays.

Le modèle économique des entreprises de recrutement d'immigrés est en apparence des plus simple : les exploitants agricoles s'acquittent d'une somme de 25 euros par mois envers l'entreprise pour chaque travailleur proposé. Le voyage en avion depuis la Thaïlande, lui, est payé par les travailleurs eux-mêmes. Durant leur séjour, les recruteurs apportent aux immigrés une aide en termes de traductions, de prise en charge des soins, et leur garantissent du travail pour une durée minimale de onze mois. "Les besoins en main-d'œuvre ont augmenté, mais cette année nous avons un grave problème car le contingent de personnes pouvant être recrutées en provenance de pays tiers n'a pas été fixé par le gouvernement. Si j'avais 200 Thaïlandais de plus en ce moment, je saurais où les placer", déplore Rute Silva, dirigeante du Trading Tejo Group, une entreprise créée cette année. "La main-d'œuvre étrangère est déterminante pour notre secteur pendant les récoltes. Sans elle, nous ne pourrions pas atteindre nos objectifs de production", affirme de son côté João Machado, président de la Confédération des agriculteurs du Portugal.

La récolte des prunes bat son plein à Maxial, près de Torres Novas [à une centaine de kilomètres au nord de Lisbonne]. José Paulo Duarte, patron du groupe de transports Paulo Duarte, emploie cinquante personnes sur ses terres. Une dizaine d'entre elles sont des Thaïlandais. Il aurait aimé en avoir d'autres. "J'en voulais trente de plus, mais c'était impossible faute de visas." "On était débordés ; on avait besoin de gens pour travailler les samedis et les dimanches, et seuls les Thaïlandais acceptent de le faire", raconte-t-il. José Paulo Duarte ne cache pas sa colère. Il critique notamment l'allocation chômage, qui, selon lui, incite les gens à profiter du confort de la maison alors que le travail (saisonnier et intérimaire) ne manque pas. Cependant, "dans de nombreux cas, le refus est le fait des employeurs, et non des travailleurs", constate l'Institut de l'emploi et de la formation professionnelle [le Pôle emploi portugais]. Les agriculteurs veulent prioritairement des étrangers. João Dinis, dirigeant de la Confédération nationale de l'agriculture [le principal syndicat agricole], souligne que "très souvent le travail agricole n'est ni agréable ni gratifiant". "C'est dur et ça rapporte peu ; on y perd souvent même. Qui est prêt à être, d'une certaine façon, un quasi-esclave du monde moderne ? Regardez ce qui est arrivé aux Portugais partis travailler en Espagne...", déplore-t-il.

Loin des polémiques, Shampam, au Portugal depuis deux ans, veut seulement travailler plus. Il a laissé femme et enfants (âgés de 4 et 11 ans) en Thaïlande et va de récolte en récolte, de patron en patron, pour gagner de l'argent. Dans son pays, où, selon la région, le salaire minimum journalier oscille entre 151 bahts (3,50 euros) et 206 bahts (4,80 euros, à Bangkok), "pas argent", dit-il. Ses mains sont collantes après des heures passées à ramasser des prunes. Les immigrés comme les Thaïlandais viennent au Portugal sans famille et avec pour seul

objectif de gagner de l'argent. Ils sont donc toujours prêts à faire des heures supplémentaires, à travailler le week-end et à vivre près de leur lieu de travail. Ils vivent tournés vers le travail. "La langue est sans doute le plus gros problème. Certaines entreprises ont tenté de leur donner des cours, mais, par manque de temps et aussi parce qu'ils sont épuisés à la fin de la journée, ils n'ont pas réussi à progresser", souligne l'ambassadeur de Thaïlande. Très souvent, la cohabitation avec les immigrés roumains fait qu'ils apprennent plus rapidement à parler roumain.

João Dinis ne croit pas à la bienveillance des entreprises qui recrutent les immigrés thaïlandais. Il les considère comme de "nouveaux négriers", négociateurs d'une main-d'œuvre "obligée de travailler quatorze heures par jour". "La grande majorité d'entre eux reçoivent un faible salaire. Ils viennent d'un pays où les horaires de travail sont ce qu'ils sont et où les droits sont très insuffisants. Comme ils y gagnent grâce à la différence du niveau de vie, ces immigrés acceptent ce qu'on leur propose ici", regrette-t-il.

Egypt inches towards food subsidy reform

Date: 4 october 2011
Source: TradeArabia.com
URL : http://www.tradearabia.com/news/FOOD_205758.html

Egypt, once the breadbasket of the ancient Roman empire and now the world's biggest wheat importer, is paying a hefty price to keep its citizens fed with cheap loaves and other foodstuffs, said experts.

The $5.5 billion which it spends each year on food subsidies, mostly on wheat, is a burden that it can ill afford as the economy falters and the budget deficit balloons after the uprising that ousted president Hosni Mubarak in February.

But the financial pressure is not the only cost of the subsidy system; subsidies have distorted Egypt's agriculture.

Bread is so cheap that it is sometimes used as animal feed. A focus on imports has led to neglect of farms at home. Produce often rots before it ever reaches market.

Now the country's post-Mubarak government is inching towards far-reaching reforms of the system.

No one talks of scrapping subsidies altogether - the uprising against Mubarak was partly fuelled by anger at the deep divide between rich and poor.

But experts say the financial burden could be reduced and cash more usefully spent on strengthening the agriculture sector.

'We need a radical shift in the way we deal with our bread subsidy system,' Social Solidarity Minister Gouda Abdel Khaleq told a seminar this month on food security in Egypt.

His ministry is in charge of the country's main wheat buying organisation and other bodies that handle subsidised foods, though any reform will also need input from the finance and agriculture ministries.

More than three quarters of Egypt's 80 million people can buy, via their ration cards, saucer-sized flat loaves of 130 grammes at 5 piasters (less than 1 US cent) each. Abdel Khaleq said this system was unsustainable.

In the fiscal year ended on June 30, the government spent about 33 billion Egyptian pounds ($5.5 billion) on wheat, sugar, rice and food oil subsidies.

It forecasts a budget deficit of 8.6 percent of gross domestic product for the current year, and analysts say it might exceed that level.

'It is like someone climbing to the top of the Cairo Tower, sticking their tongue out and jumping,' Abdel Khaleq, who joined the army-appointed government from a party with Socialist roots, said of the subsidy system, referring to an iconic building in the centre of Egypt's capital.

Few dispute the need for change. But tampering with the system, set up in the 1950s by president Gamal Abdel Nasser, is tricky.

In 1977, president Anwar Sadat's bid to raise bread prices led to riots. Mubarak also faced protests in 2008 over shortages.

Even before Mubarak's ouster the government talked about subsidy reform, but it made little progress.

A plan to set up a voucher system for butane cooking gas cylinders, so that only the most needy could buy the most heavily subsidised cylinders, was due to be implemented before the uprising.

It was postponed and the current, army-backed government has now said a trial scheme will start in October.

Anything which the current government does to change food subsidies will be liable to reversal, said experts.

Parliamentary elections, to be held in stages, are due to start in November and end in January; a date for a presidential vote has yet to be set. With roughly 50 political parties competing in a new electoral landscape, predicting the shape of the new government is highly uncertain.

But the fact that the current government is willing to tackle the issue shows widespread support for the idea of reform. Many experts believe the bloated system is too broad to help people most in need.

'The subsidy system is not a reflection of social justice; around two-thirds of the people benefiting from it are not poor,' Magda Kandil, executive director and director of research at the Egyptian Center for Economic Studies, told the seminar.

Mills produce subsidised flour for the government for as little as 160 Egyptian pounds a tonne, while its market value would be around 2,000 pounds. Experts say subsidised flour is often leaked into the open market at a big profit.

To stop this, the government is considering making mills and bakeries purchase wheat and flour at market prices.

The government would then buy the bread at market prices but sell it on with a subsidy to ration card holders, Abdel Khaleq said.

However, subsidised bread would still be cheaper than animal feed, a price distortion which encourages waste.

'The people who don't need the subsidy are taking the bread anyway and feeding it to their animals,' Kandil said.

With bread so cheap, Egyptians have one of the world's highest rates of wheat consumption per capita in the world.

Egyptians consume about 180 to 200 kg of wheat a year, compared to an estimated 51 kg for Mexicans.

'We need to change consumer habits so that we are not consuming so much bread. In Mexico, for example, they rely more on potatoes. Why can't we start shifting towards that?' said Saad Nassar, adviser to the agriculture minister.

So along with subsidy reform, Egyptian officials and experts are discussing how to change farm production and make it more efficient.

'Forget the word self-sufficiency -- what we really need to be looking for is agricultural efficiency,' said Adel Beshai, an economics professor and agriculture specialist at the American University in Cairo. 'We have been ignoring agriculture,' he added.

Rural Egyptians suffer most from increasing poverty

Date: 4 october 2011
Source: Al-Masry Al-Youm
URL : http://www.almasryalyoum.com/en/node/500386

Poverty is on the rise in Egypt, particularly in rural areas, according to a study released earlier this month by the government statistics agency. Analysts blame the worsening situation in rural governorates on the government's bias towards urban development over the past two decades.

Between 2004 and 2009, the percentage of Egyptians living at or below the World Bank's official poverty line of US$2 per day increased from 19.6 percent to 21.8 percent, the Central Agency for Public Mobilization and Statistics (CAPMAS) study found.

Instances of poverty increased at a much higher rate, 4.6 percent, in the rural parts of Upper Egypt, where 43.7 percent of the population lives in poverty, according to the study. Urban governorates, such as Cairo, Giza and Alexandria, saw poverty increases as well, but by 1 percent, as compared to 6.9 percent for the overall population.

During the same period, Egypt experienced a relatively high rate of GDP growth, averaging 5.85 percent per year.“During Mubarak’s reign, Egyptian developmental policies exhibited a notable urban bias that led to such a high rate of poverty in rural areas,” said Reem Saad, a professor of Social Anthropology at the American University in Cairo. In 1992, the government passed the Agricultural Reform Law 96, which ended rent-controlled land for small farmers – a law in place since 1952. After the law's implementation in 1997, many landlords raised rent far beyond their tenants' ability to pay and small farmers were left without land, subsistence or employment.

Unemployment among poor families has increased by 3 percent to 17.5 percent, the study found, while it decreased by 2 percent to 15 percent for the rest of the population.

Saad believes that, 14 years after its implementation, the Agricultural Reform Law is showing signs of having long-term negative effects on the development of rural Egypt, and the ability of many to get out of poverty.

One of the main differences between rural and urban Egypt is access to public infrastructure, according to Saad. Urban dwellers across the country, unlike their rural counterparts, have almost universal access to electricity and water. Many rural areas also lack access to sewage treatment infrastructure, which, in some of Upper Egypt’s rural governorates, reached as low as 12 percent of the population.

“In my research, I saw many rural residents collecting money among themselves to provide basic infrastructure that people in urban governorates never have to think about,” said Saad.

Even within rural governorates, there’s a bias, Saad argues. Whereas rural centers that serve many remote villages receive infrastructure, those in the surrounding areas find it difficult to access. This is why the urban bias may be even stronger than official numbers indicate, she says.

“A rural center may have a health center, and officially the numbers say that all of the surrounding villages have access to a doctor, while that may not be the case,” she says.

“Agricultural infrastructure has been geared toward large landowners since 1974, when former President Anwar Sadat began implementing agricultural reform that was biased against smaller landowners,” said Bashir Saqr, a member of the Committee for Solidarity with Egypt’s Agricultural Reform Peasants. Saqr’s organization was recently established as an advocacy group for peasants who have been kicked off their land – or are in danger of eviction – due to the reforms.

The Agricultural Reform Law aside, Saqr believes that neglectful agricultural policy has led to a deterioration in farmers’ livelihoods along with the land.

“Some fertilizers and agricultural materials are too expensive for small landowners due to the high taxes on them. There’s no enforcement of adequate crop rotation systems, and there is no adequate protection of peasants from hostile takeovers by corrupt large landowners,” he said.

The urban bias in distribution of national wealth, coupled with the “do-it-yourself attitude” the government has taken toward rural areas, are causing income and development to lag in these areas, Saad argues.

“I’ve seen many cases where villagers are forced to pay for the most basic services, such as building a school for their kids and securing a post-office building by reinforcing the walls,” she says.

But if the autocratic Mubarak ignored the needs of rural Egyptians and allowed more of them to fall into poverty, the post-Mubarak transition indicates that there might be reason for optimism, as potential presidential candidates realize the need to address rural poverty.

Mohamed ElBaradei recently met with Egypt's rural poor to discuss the difficulties they face. The low agricultural production relative to the high percentage of the population working in agriculture is an indication that the sector and workers, which represent 40 percent of the Egyptian population, have been neglected, ElBaradei said.

Karama Party candidate Hamdeen Sabahi recently declared himself “a son of peasants,” referencing his upbringing in the rural Kafr al-Sheikh governorate in an effort to endear himself to rural communities.

Mubarak’s National Democratic Party (NDP) lauded its developmental achievements between 2005 and 2010 during the November 2010 elections, but CAPMAS’s findings differ from the NDP narrative.

In the five-year span of their study, CAPMAS researchers found that there has been virtually no improvement in the field of education and literacy in Egypt, whether for the poor or rich. Of poor families, 41 percent remain completely illiterate compared to 24 percent for the rest of the population (a 1 percent drop since 2005). Only 1 percent of Egypt's poor have received any form of higher education degrees (including workshop diplomas etc.), in contrast to the 11 percent of the rest of the population. The fact that the numbers did not change indicates lack of improvement.

Other recent economic studies show that the standard of living in Egypt has been in steady decline since 1978. A 2009 paper by economist Ahmed al-Naggar claimed that after adjusting for prices and inflation, purchasing power for minimum wage earners in Egypt has declined by about two thirds since then.

Naggar estimated that a minimum wage earner back then could purchase – in today's money – LE1900 worth of staple products. Today, after the minimum wage was adjusted to LE700, most Egyptians still cannot afford to provide anything close to what they could afford back then.

Egypt exporters urge ban of vegetable exports to EU be lifted after testing clear E. coli

Date: 4 october 2011
Source: Ahram
URL : http://english.ahram.org.eg/NewsContent/3/12/23038/Business/Economy/Egypt-exporters-urge-ban-of-vegetable-exports-to-E.aspx

Egypt urges the EU commission to formally publish a lift on the export of Egyptian vegetables and seeds that was placed after being accused of June's deadly E. coli outbreak in Europe. The tests of the alleged source of E. coli in Egypt were returned negative, however, the main exporter claims that Egyptian vegetables are still banned from entering the EU.

Egypt's chairman of the Agricultural Export Council, Sherif El-Beltagy, told Ahram Online he hopes to resume exporting non-sprouting seeds approximately in the first week of October. El-Beltagy explains that the EU ban was imposed on two categories of Egyptian seeds: regular grains and sprouting seeds so, the ban lift concerns the first category. The second, such as fenugreek, would be suspended until Egypt responds to EU's recommendations," he added.

"EU demands that Egyptian sprouting seeds surpass EU's Codex standards to ensure that they are not infected with E. coli." said El-Beltagy.

On 24 August, 2011 the Ukrainian government said it will lift the ban on the import of Egyptian vegetables and seeds it placed after Egypt was accused of being the source of June's deadly E. coli outbreak in Europe.

The Ukraine officially informed Egypt of its decision on Wednesday, giving rise to hopes that the Europe-wide ban on 15 Egyptian sprouting seeds and beans, set for reconsideration at the end of October, can be lifted sooner.

On 6 July, 2011 Ayman Abo Hadid told the Al-Ahram daily newspaper that the EU commission, through the German government, informed his ministry that Egyptian seeds tested negative for E. coli contamination, proving the country's produce was not responsible for the deadly outbreak.

Furthermore, officials at the Ministry of Agriculture told Ahram Online that Egyptian and American laboratories tested the seeds from the Egyptian farm suspected of starting the lethal outbreak in Europe and they were E. coli-free.

"The central laboratories of the Ministry of Health along with US Naval Medical Research Unit 3 in Cairo (NAMRU) did not find traces [of E. coli] in seed samples taken from the suspected Egyptian farm," said a ministry official, denying Egypt is the source of the crisis.

Bernardino León, the EU's special representative for the southern Mediterranean region, had said at a press conference held at the EU headquarters to Egypt on 10 August, 2011 that the European Union will resume imports and increase orders for Egyptian production if it finds a solution to the current dispute over the alleged E. coli infection.

In July the European Union temporarily banned the import of certain seeds from Egypt until October after some were linked to a deadly E.coli outbreak in Germany and France.

Member states, says the EU, must ensure that all "seeds imported from one Egyptian exporter between 2009 and 2011 are withdrawn from the market, sampled and destroyed."

Italy struggles to engage a younger generation in agriculture

Date: 4 october 2011
Source: The Atlantic
URL : http://www.theatlantic.com/life/archive/2011/09/italy-struggles-to-engage-a-younger-generation-in-agriculture/244533/

He didn't become a farmer because he was against industrial agriculture, GMOs, or on a mission to change the world. Originally from Bergamo, Andrea was just looking for the lifestyle that suited him. In his late 20s he took a trip to the South of Italy where he worked for a few years as a shepherd. That's where his journey began.

Andrea heard about a man by the name of Mario Gala who produced cheese using a local breed of sheep called the Murazzano near a town of the same name. He found a place among the animals, learning how to make the cheese (now a Slow Food Presidia product) while gradually saving some money to buy his own parcel of land. Here, he will live off of only what he produces. This decision grew out of an early desire to have options and control over his daily routine, to follow the seasonal changes, the sunrise and the sunset, the movement of animals -- and to live as freely as he could. Andrea's story isn't atypical. Andrea's story is representative of what is currently happening with farming in Italy. Since World War II, many European countries have seen a steady decline in people working in agricultural areas. Currently, within the 37 nations that make of the European Union, only six percent of those working in the industry are under the age of 35. In some countries, this trend is more pronounced: In Cyprus, more than 31 percent of farmers are over the age of 65; in Portugal, that number is greater than 40 percent. Andrea is especially rare among the few young farmers left because he is a property owner who did not inherit his land; he is not part of a farming family.

The Italian food system retains its historic sense of seasonality, rationality, and quality despite some modern changes. It doesn't need to be fixed -- it needs to be sustained. In the United States, many young farmers around the same age as Andrea are working to promote and be a part of a change in the American food system, which is undergoing a shift in focus, production styles, and demand. The American food system is relying on people at a grassroots level to aid in the facilitation of change. Italy is relying on young farmers to continue its gastronomic traditions.

Even though Andrea was able to save and buy land, there are still many barriers for young people who want to go into agriculture. There are five main factors that prevent young people in the E.U. from entering into agriculture, according to Stephanie Mamo of the University of Gastronomic Sciences in Pollenzo, Italy, who has recently written on this subject: difficult access to land, variable income, lack of credit opportunities, increasing responsibilities, and lack of training.

The E.U. has established grants, assistance, and other opportunities for young farmers to start agriculture businesses, but many countries have little motivation or ability to utilize these. Unlike in the U.S., there is a lack of communication and organization centered on young people in agriculture. In the States, many websites and non-profit groups (the Greenhorns, the National Young Farmers' Coalition, the Beginning Farmers group) provide information for young farmers, lobby for their rights, and support a network. This doesn't mean that young farmers in the U.S. don't face many of the same problems that their counterparts in Europe face. The U.S. also has an aging agriculture workforce and fewer and fewer young people are able to start an agriculture business. The average age of farmers in the U.S. is steadily rising towards 60, and farmers over the age of 55 own half of the farm land, according to the 2007 census of agriculture.

Still, in Italy, the problem is not just an aging population. That problem is compounded by ideas about farming as a profession that are relatively unchanged over generations. Throughout Italy you hear the same story over and over: Many grandparents who were farmers that survived World War II encouraged their children to choose an occupation in which they could make more money and work in less difficult conditions. The Baby Boomers, in turn, pushed their children to do the same, sending them off to university and then to offices in the country's cities.

The Green Reportarming isn't the only segment of Italy's food system that is suffering from these trends. Cheese production is also hurting. During a visit to a producer who makes cheese for the Parmigiano-Reggiano consortium, my fellow students at Slow Food's University of Gastronomic Sciences met with the cheese master. He's well over 80 years old and has been making Parmigiano for nearly 60 years. Looking down at the copper cauldrons where the master's team was creating the cheese, nobody noticed anyone who appeared to be under the age of 50. Later, we asked the cheese master, Benito, about his plan for the future. Benito talked about how young people aren't interested in making cheese and that when he retires one of his only options is to sell the production to a larger group that can manage to keep creating Parmigiano for the time being.

Andrea is part of the answer, part of the fix for Italy's aging food system. His decision to buy a plot of land and move to the countryside, to work directly with sheep, and to make his own cheese gives some hope to Benito and others who are keeping the old traditions in place until their final days.

Algérie : les agriculteurs peinent à nourrir les citoyens

Date: 7 octobre 2011
Source: L'Expression
URL : http://www.lexpressiondz.com/actualite/140416-les-agriculteurs-peinent-a-nourrir-les-citoyens.html

L'impact de la chute de production nationale de céréales, qui a baissé de 4,56 m/t l'an dernier par rapport au record de 6,1 m/t connu l'année d'avant, s'est traduit en 2011 par l'accroissement des importations de blés tendre et dur qui ont atteint 5,18 millions de tonnes (m/t) au cours des huit premiers mois de l'année.

Les achats de blé tendre ont frôlé le seuil du double pour atteindre 4,1 m/t contre à peine 2,62 m/t pour la même période de l'an dernier. Ceci représente une hausse de 36,7% comparée à l'année 2010.

Le blé dur importé a, pour sa part, atteint le niveau de 1,28 m/t soit une hausse de 1,17 mt. L'état des lieux du secteur des céréales sera examiné aujourd'hui par le Comité national interprofessionnel des céréales (Cnic) et les Conseils régionaux de la même filière (Cric) regroupés autour de Rachid Benaïssa, ministre de l'Agriculture et du Développement rural (Madr).

Concernant la filière lait et ses perspectives, un colloque national s'est tenu mardi à Guelma avec la participation de 60 chercheurs venus de 23 universités ou centres de recherche en Algérie. Une série de communications ont été présentées sur la filière lait et ses dérivés, sa collecte, sa transformation et sa consommation. Les principaux thèmes sont axés sur les perspectives de la filière, l'introduction en Algérie des nouvelles technologies, la qualité des produits et les types de lait exploités industriellement.

Un chercheur intervenant a estimé que l'importation du lait en poudre risque de connaître des perturbations dues à la crise mondiale touchant ce secteur. Il a relevé, en outre, que 60% de la production laitière en Algérie sont fournis par le secteur public, contre 40% par le secteur privé.

De son côté, le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Abdallah Khanafou a indiqué, hier sur les ondes de la Chaîne III, de la Radio nationale que «la production de poisson a baissé de 20%. Dans certains ports, la flottille de pêche est immobilisée à 50% et la moyenne nationale est de 30%.»

Cependant, les premiers résultats de la campagne d'évaluation des ressources halieutiques de l'Algérie, lancée le 18 septembre, révèlent une abondance de poissons pélagiques (bleu) de grande consommation, comme «la sardine, la sole et le maquereau qui constituent 80% de la production nationale,» a indiqué le ministre.

«Cela n'est pas arrivé depuis dix ans. Le port de Mostaganem a enregistré une production de 580 tonnes. Idem pour Jijel et Ghazaouet. Nous attendons à une augmentation de la production cette année sur la base de l'évaluation que nous sommes en train d'effectuer», a-t-il relevé.

Cette abondance justifie la pêche record enregistrée le mois de septembre qui a fait chuter le prix de la sardine et entraîné même des méventes au niveau de certains ports, a-t-il ajouté.

Les armateurs ayant acquis des thoniers grâce à la subvention de l'Etat (60% de la valeur de l'embarcation) sans participer à la précédente campagne de pêche du thon, sont actuellement poursuivis en justice, a rappelé le ministre.

Enfin, s'agissant de la période de repos biologique, allant de mai à août, les marins pêcheurs bénéficieront dans le cadre du projet de loi de finances 2012 d'une compensation à hauteur du Snmg, soit 18.000 DA, a-t-il encore indiqué.

Europe has a unique opportunity to reform farm support, says OECD

Date: 7 october 2011
Source: OECD
URL : http://www.oecd.org/document/59/0,3746,en_21571361_44315115_48813909_1_1_1_1,00.html

High commodity prices have made European farmers much less dependent on income support, offering cash-strapped governments a unique opportunity to reform the European Union's Common Agricultural Policy (CAP), according to a new OECD report.

Evaluation of Agricultural Policy Reforms in the European Union shows that European support to farm incomes has decreased substantially over the past 20 years. Farmers earned 22% of total annual receipts from government support over the 2008-10 period, down from 39% annually over the 1986-88 period.

The decline is due to many factors, including high commodity prices, which automatically push down income support, as well as 25 years of CAP reform outlined in the report.

Despite the decline, CAP expenditures nonetheless comprised close to 45% of the total EU budget in 2010, or about EUR 53 billion. Overall farm support reached EUR 77 billion in 2010, as measured by the OECD's Producer Support Estimate, which includes direct payments to farmers as well as the impacts of government policies on prices.

"Expected growth in demand and higher real commodity prices offer tremendous opportunities for farmers and government alike," said Ken Ash, OECD director of Trade and Agriculture, during the report's launch in Brussels. "A window has opened for re-orientation of policy away from broad income support and towards investments in a strong and competitive agri-food sector."

The OECD report details the major CAP reforms over the past 25 years, describes the main characteristics and structure of the current CAP and recommends paths for future reform, including:

- The removal of remaining impediments to the functioning of input and output markets, more open access to the European market and transparent EU-wide markets for the sale and lease of land, production quotas and payment entitlements.

- Greater investment in agricultural innovation.

- Introduction at the EU level of an effective and comprehensive framework for risk management, steering clear of areas where private sector solutions exist, such as production contracts, insurance and futures contracts.

- Targeted efforts to improve the environmental performance of agriculture, including direct payments to farmers, when necessary, for provision of environmental goods and services.

World cereal markets expected to stay tight amid rising production

Date: 8 october 2011
Source: FAO
URL : http://www.fao.org/news/story/en/item/92565/icode

Despite improved production prospects, world cereal markets are likely to remain fairly tight in 2011/2012, FAO said today.

FAO's quarterly Crop Prospects and Food Situation (CPFS) report published here forecast world cereal production will total 2 310 million tonnes this marketing season, 3 percent or 68 million tonnes higher than in 2010/11. This was 3 million tonnes more than FAO forecast last month, largely because of improved expectations for wheat and rice crops.

The overall year-on-year increase includes a 4.6 percent (30 million tonnes) rise in global wheat production, a 3 percent (14 million tonnes) rise in the rice harvest and a 2.1 percent (24 million tonnes) hike for coarse grains.

Total cereal utilization in 2011/12 is also forecast to increase slightly at 2 302 million tonnes, 1.3 percent up from 2010/11.

But despite the expected production gains, the report warns that because of the slowdown in the global economic recovery and increased risks of recession, there is uncertainty as regards the impact on world food security. Worsening economic conditions could result in higher unemployment and lower incomes for the vulnerable and needy in the developing countries.

Prices decline

The report said the anticipated recovery in global cereal production combined with lower than earlier anticipated demand, including for ethanol, are contributing to a decline in prices. In September, international prices of all cereals with the exception of rice fell sharply, driven by large export supplies from the Black Sea region and prospects for a weakening of demand.

FAO's monthly Food Price Index, also published today, fell 2 percent in September compared to August, to 225 points, mostly on lower international prices of grains, sugar and oils. The Index is now 13 points below the peak of 238 reached in February 2011, but still higher than its September 2010 value of 195 points.

Stocks up slightly

Global cereal stocks by the close of seasons in 2012 are forecast at 494 million tonnes, 7 million tonnes up from their opening level. The increase would principally stem from a 10 million tonne build-up of world rice inventories, as wheat stocks are anticipated to grow only marginally and, in the case of coarse grains, to contract by 4 million

tonnes to 161 million tonnes, the lowest level since 2007. Overall, the stock-to-use ratio for cereals is expected to remain low at around 21 percent.

After declining over the previous two years, the total cereal imports of Low-Income Food-Deficit Countries in the 2011/12 marketing year are forecast to increase by about 4 million tonnes, representing a 5 percent rise over 2010/11.

This is consistent with the situation of the stagnant cereal production of LIFDCs, excluding India, in 2011 and some anticipated stock building during the marketing year.

Hot spots with grim outlook

Reviewing the food situation at regional level, CPFS noted that the humanitarian crisis in Eastern Africa, and especially in famine-ravaged southern Somalia, continues to claim lives and decimate livestock and that the immediate outlook in drought-affected pastoralist areas remains grim as the lean season progresses. Four million people are in crisis in Somalia, with 750 000 people at risk of death in the next few months in the absence of adequate response. However, ongoing relief interventions should start to improve the situation later in the year.

Irregular rains threaten crop prospects

In West Africa, several areas of the Sahel have been affected by irregular rains during the 2011 cropping season. An early cessation of rains will lead to significant drop in production and increased food insecurity in these regions. In Far East Asia, a record 2011 cereal harvest is anticipated, but severe localized monsoon floods in several countries — Bangladesh, Democratic People's Republic of Korea, India, Lao People's Democratic Republic, Pakistan, Thailand and the Philippines — may dampen the final outcome. In particular, flooding in Sindh province of Pakistan has resulted in severe devastation affecting over 8 million people, destroying some 880 000 hectares of standing crops and causing the death of large numbers of livestock.

FAO's latest estimates indicate that 32 countries around the world are in need of external assistance as a result of crop failures, conflict or insecurity, natural disasters, and high domestic food prices.

Tunisie : des surfaces à redistribuer

Date: 9 octobre 2011
Source: Jeune Afrique
URL : http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2646p090.xml0/agricultur

La révolution tunisienne s'immisce jusque dans l'agriculture. Premier concerné : le plus gros propriétaire foncier… c'est-à-dire l'État tunisien, héritier de plus de 550 000 ha provenant, entre autres, de la colonisation. L'administration, dans l'incapacité d'exploiter ces domaines, avait opté pour leur mise en location, sur une période de vingt-cinq, quarante ou quatre-vingt-dix ans, en dotant certains du statut de société de mise en valeur et de développement agricole (SMVDA). Aujourd'hui, ces entités sont la cible du mécontentement des agriculteurs. Car l'exploitation de ces terres est définie par un cahier des charges spécifique à chaque projet, ce qui a pu conduire à certaines dérives, certains arrangements. Sur les 340 SMVDA créées, 270 étaient opérationnelles avant le 14 janvier 2011, jour de la chute de l'ancien régime ; s'étendant sur 138 000 ha, elles représentaient 28 % des superficies du patrimoine de l'État et 175,2 millions d'euros d'investissements, financés à 58 % sur fonds propres, à 32 % par des crédits bancaires et à 10 % par des primes d'encouragement aux investissements agricoles. Un système peu transparent, qui a permis à certains de s'enrichir sans réelle contrepartie.

Conséquence : depuis la chute de Ben Ali, de nombreuses SMVDA ont été dévastées par des paysans et ouvriers agricoles en colère contre la corruption et le népotisme, entraînant des dégâts à hauteur de 32,5 millions d'euros. Certaines, à ce jour, sont encore occupées sans que l'État, par crainte de représailles, puisse intervenir. Une impasse pour des terres qui dépérissent. « Des surfaces ont été confiées à des courtisans… Les paysans se sont élevés contre ces nouveaux colons qui exploitaient en cherchant le profit – ce qui peut s'expliquer –, mais en négligeant le patrimoine qui leur avait été confié – ce qui n'est pas admissible », affirme l'économiste et homme politique Mansour Moalla. En outre, le modèle des SMVDA, viable dans les années 1980, a fait long feu. « La location, à la longue, comporte de nombreux inconvénients ; il ne fallait pas la maintenir indéfiniment, souligne Mansour Moalla. Les exploitants des SMVDA ne pouvaient ni obtenir des crédits ni offrir des garanties hypothécaires aux banques, n'étant pas propriétaires et n'ayant ni la possibilité de le devenir, ni celle de disposer pleinement des terres. »

Plusieurs exploitations avaient été directement attribuées aux proches de l'ancien président. Les 10 000 ha octroyés au sérail doivent être réaffectés… mais à qui et dans quelles conditions ? La question reste entière. « Si certaines SMVDA ont pu atteindre les objectifs qui leur étaient assignés en matière de développement agricole, d'emploi et de gestion des ressources naturelles, la plupart laissent à désirer. Leur mode d'attribution qui n'a jamais été vraiment transparent, les subventions colossales qui leur ont été accordées, ainsi que les problèmes

chroniques de gestion et d'endettement excessif de la plupart d'entre elles devraient conduire à une remise à plat de ces concessions », résume Leïth Ben Becher, agriculteur et président de l'Association pour l'agriculture durable (Apad).

Sécurité alimentaire : l'Egypte plaide pour un organe régional permanent

Date: 10 octobre 2011
Source: Afrique en ligne
URL : http://www.afriquejet.com/securite-alimentaire-egypte-2011101024525.html

L'Egypte plaide pour un organe régional permanent pour la sécurité alimentaire - L'Egypte plaide pour la mise en place d'un organe régional permanent sur la sécurité alimentaire sous les auspices de l'Organisation de l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Lors d'une réunion régionale au Caire ur la sécurité alimentaire la semaine dernière, l'Egypte a demandé à la FAO d'organiser au moins deux fois par an des réunions tournantes sur des questions touchant à la sécurité alimentaire.

Un porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères a déclaré à l'agence de presse officielle égyptienne, MENA, que les évènements historiques et les changements radicaux en Egypte et dans d'autres pays arabes ont poussé les pays de la région à soutenir la proposition égyptienne.

Le responsable égyptien a ajouté que les représentants des agences spécialisées de l'ONU et des institutions financières internationales ont également accepté la proposition.

La réunion du Caire a proposé 70 recommandations concernant les défis à relever par la région, surtout que la plupart des pays de la région sont des importateurs nets de produits alimentaires.

Une sécheresse grave frappe la région de la Corne de l'Afrique, où des millions de Somaliens risquent de mourir de faim dans ce qui est considéré comme la pire catastrophe humanitaire de l'histoire récente.

La fin de l'aide alimentaire, ce serait la fin de l'Europe solidaire

Date: 10 octobre 2011
Source: Slate.fr
URL : http://www.slate.fr/story/44571/ue-aide-humanitaire-alimentaire

La solidarité ne se saucissonne pas. Au cas où l'Europe ne serait pas capable de maintenir une aide alimentaire aujourd'hui distribuée à 13 millions de personnes qui, sans elle, ne mangeraient pas à leur faim, c'est le principe même de la dynamique européenne qui serait remis en question.

On ne méconnaît pas les raisons pour lesquelles le débat sur le programme d'aides européen aux plus démunis (PEAD), structuré et installé en 1987, est justement contesté aujourd'hui par un certain nombre de pays. Sous l'effet de la crise, l'Europe prend l'eau et d'aucuns peuvent chercher à en profiter pour la pousser un peu plus vers le fond. Mais que, au moment où des plans d'aides se chiffrent par centaines de milliards d'euros, certains pays avancent des arguties juridiques pour attaquer le soutien communautaire aux plus démunis, voilà qui tient de l'obscénité.

Qu'il existe, sous ce débat, un jeu politique, est certain. Mais quand la crise fragilise les personnes qui le sont déjà le plus, lorsque la précarité se répand dans tous les pays et que le marché de l'emploi ne redémarre pas, est-ce vraiment le moment d'ouvrir ce dossier de l'aide alimentaire?

En toile de fond, le bras de fer sur la PAC

La toile de fond est connue depuis déjà plusieurs années. Initialement, le PEAD devait utiliser les stocks alimentaires européens. Ceux-ci s'épuisant, l'Europe a compensé par des achats de nourriture pour répondre aux besoins, fournissant une aide au total de 480 millions d'euros dans le cadre de ce programme.

L'aide financière est prélevée sur le budget de la Politique agricole commune –toujours très critiquée par certains membres de l'Union. Or, la renégociation de la PAC est engagée afin qu'un nouveau système de subvention à l'agriculture soit en place en 2013. Dans ce contexte, six pays –Allemagne, Royaume Uni, République Tchèque, Danemark, Suède– estimant que la PAC n'a pas vocation à intervenir dans l'aide aux plus démunis, contestent la rallonge financière européenne, en la renvoyant à la charge de chaque pays dans le cadre de sa politique d'aide sociale. Ce qui viderait le PEAD des trois quarts de ses capacités d'intervention.

Enjeu économique contre approche politique

Bien sûr, il y a d'un côté les pays qui contestent l'aide financière qui alimente le PEAD, et de l'autre ceux qui la défendent et en sont les principaux bénéficiaires (Italie, France, Pologne). Evidemment, ce ne sont pas les mêmes. Il y a aussi l'arsenal juridique des premiers confortés par une décision de la Cour de justice de Luxembourg au nom du principe de concurrence. Il s'oppose au principe de solidarité dans une Europe qui compte 80 millions de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté –soit 16% des citoyens européens ou une personne sur six– et, parmi elles, ces 13 millions qui survivent grâce à cette aide alimentaire publique. De plus en plus de jeunes, de plus en plus de femmes seules avec leurs enfants… Approche économique contre approche politique: la nature de l'Union européenne est posée.

L'Europe solidaire existe-t-elle?

Pour ceux qui ont besoin de cette aide, qu'importe qu'on la prenne dans l'enveloppe de la PAC ou dans une autre. C'est la responsabilité du politique de le décider. Mais qu'on se limite à proposer une nationalisation de cette aide, c'est véritablement une régression au regard des idéaux de solidarité à l'origine de la Communauté. D'autant que, dans une Europe où les frontières ont été levées, où la liberté de circuler est la règle, et où tous les pays n'ont pas les mêmes capacités pour répondre aux besoins de base des plus démunis, cette «nationalisation» est tout simplement impossible. Sauf à remettre des barrières, et à revenir à une Europe du chacun chez soi.

«L'aide doit rester européenne», insiste le ministre français Bruno Le Maire. Pour la France où les Restos du Cœur, la Croix Rouge, le Secours populaire et les banques alimentaires distribuent maintenant 130 millions de repas dans l'année grâce à l'aide de 72 millions d'euros provenant du PEAD. Si celle-ci devait être réduite des trois quarts, ces associations seraient contraintes de réduire le nombre de repas de 43 millions de repas, alors que les besoins ont augmenté de 25% en trois ans.

Toutefois, rien n'est encore décidé, après l'échec de la réunion des ministres européens de l'Agriculture le 20 septembre puis celle des Affaires sociales le 3 octobre. La question pourrait être ajouté à l'agenda du Conseil européen des 17 et 18 octobre, souligne Euractiv. La tension monte, alors que le dossier est ouvert depuis trois ans. Cherche-t-on à crever un abcès, ou tente-t-on d'exploiter une période particulièrement instable pour faire basculer l'Europe?

L'aide humanitaire également sur la sellette

Si le principe de solidarité ne devait pas être réaffirmé, ce sont bien d'autres missions de l'Union européenne qui seraient menacées. A commencer par l'aide humanitaire, malgré le consensus européen signé par le Parlement, le Conseil et la Commission en 2007. A la suite de cette reconnaissance, le service d'aide humanitaire de la Commission européenne (Echo) est devenu, en 2010, une véritable direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile. Et les instances européennes dégagent maintenant plus de 3 milliards d'euros d'aide annuelle pour intervenir dans le sauvetage et la protection des populations en cas de catastrophes ou de crises dans le monde. L'an dernier, l'Union a même adopté un cadre stratégique spécifique en matière d'assistance alimentaire humanitaire. Et maintenant, elle reculerait sur l'aide à ses citoyens les plus pauvres?

Soit une solution est trouvée pour le PEAD, soit c'est le principe de solidarité qui n'aura pas survécu à la crise et toute la politique d'aide humanitaire de l'Europe qui subira progressivement le même sort. On disait que cette aide constituait précisément un champ prioritaire à investir pour l'Europe, pour porter des valeurs autres que monétaires, offrir une efficacité que les Etats pris isolément ne peuvent atteindre, et conforter ainsi sa légitimité au service des populations –à l'intérieur et en dehors de ses frontières. La question, aujourd'hui, est posée.

Food prices to be even more volatile, U.N. says

Date: 11 october 2011
Source: Reuters
URL : http://www.reuters.com/article/2011/10/10/un-hunger-idUSL5E7L64A420111010

Food prices are likely to become more volatile in coming years, increasing the risk that more poor people in import-dependent countries will go hungry, the United Nations said in an annual report on food insecurity published on Monday.

Global food price indices hit record highs in February and were a factor in the Arab Spring of unrest in north Africa and the Middle East.

Prices have since eased but the U.N. report said economic uncertainty, low cereal reserves, closer links between energy and agriculture markets and rising risks of weather shocks were likely to cause more dramatic price swings in the future.

"Food price volatility featuring high prices is likely to continue and possibly increase," the Food and Agriculture Organisation, the World Food Programme and the International Fund for Agricultural Development said in the joint report.

"Demand from consumers in rapidly growing economies will increase, population continues to grow, and further growth in biofuels (displacing food crops) will place additional demands on the food system."

The report said that poor farmers and consumers in small importer countries, particularly in Africa, would be more vulnerable to shortages as a result.

It said short-term price swings had long-term impacts on development, depriving young children in vulnerable areas of key nutrients, which permanently cut their future earning capacity and increased the likelihood that they would remain poor.

The report found that many countries in Africa and other import-dependent regions continued to suffer problems caused by the world food and economic crises of 2006-2008.

And it said crises such as the current famine in the Horn of Africa were challenging the U.N. goal of cutting the number of people suffering hunger to roughly 600 million people by 2015, compared to 1.02 billion in 2009.

In 2010, the United Nations said the number had fallen for the first time in 15 years, to 925 million. But it did not update the annual figure in the latest report, saying it was reviewing its methodology and wanted to start providing more timely updates.

Safety nets such as food aid are crucial to tackling the problem, coupled with long-term investment in agriculture and improving resilience for farmers, it said.

Developing better irrigation, land management and seeds would all help to reduce production risks and mitigate price volatility, it added.

The report concluded that predictable policies and openness to trade were more effective strategies for governments than export bans and other restrictive policies, which risk increasing volatility and high prices on international markets.

Turkish cultural and food festival attracts thousands in Los Angeles

Date: 12 october 2011
Source: Today's Zaman
URL : http://www.todayszaman.com/news-259370-turkish-cultural-and-food-festival-attracts-thousands-in-los-angeles.html

A four-day Turkish festival, the Anatolian Cultures and Food Festival 2011, organized by the Pacifica Institute, opened its doors to visitors in southern California on Thursday and continued attracting masses at the Orange County Fairgrounds in Costa Mesa on its last day (Sunday) this year, as was the case when the event was organized for the first time in 2009.

As the third day of the festival was on a weekend, it attracted more visitors than expected. Visitors had the opportunity to taste the famous breakfast of the southeastern province of Van, see the Mehter Takımı [a parade of the Ottoman military marching band] marching at the festival and attend a concert by Turkish pop singer Rafet El Roman.

Mayors and governors from Turkey and members of the US congress gave speeches in a ceremony held on the third day of the festival.

Van Governor Münir Karaloğlu congratulated the organizers of the festival for organizing a festival that successfully presented Anatolian culture. "Van is a city of civilizations and tolerance with its 7,000-year history. We want to present the values of Van to our American friends," he said.

Dana Rohrabacher, a Republican from California, said: "Merhaba, ["Hello"] Today I want to thank the Pacifica Institute and those who helped put this program together to create better relations between the two nations. Thank you for doing your part. Let's reach out and be friends. God bless you."

US House of Representative member Loretta Sanchez said: "It is a pleasure to have all of you with us today. And it is such a pleasure for you to share your culture with the rest of America. We are working very hard to make it easier for Americans to visit Turkey and, of course, for your families to come and visit you here. … I love this community. I love your food. I can't wait to go over to the ice cream man. In about a week's time I

will be going with the Pacifica Institute to Turkey. I'm taking a small delegation mostly of women leaders. I look forward to seeing the real cities of Turkey. I have been there before, but this time will be very very special."

California State Senator Ted Liu stated that he is happy to have gone to Turkey with the trip that the Pacifica Institute organized. "I'm deeply honored to have gone to Turkey last month. I have to tell you that I've learned more about Islam in two weeks than I did in 42 years. What I saw was no clash of civilizations, in fact I saw a great many similarities with the West. All of you know that, but we need more Americans to know that," said Liu.

There was a moment of silence and contemplation for everyone at the OC Fairgrounds each time the call to prayer was sung. As Muslims rushed to observe their prayers together after the calls, music and dance resumed so others could continue having Turkish fun in this small Turkey on the western coast of the United States more than 6,000 kilometers away from the real one.

Egypt's New Democrats ready to defend Nile

Date: 12 october 2011
Source: Voice of America
URL : http://www.voanews.com/english/news/Egypts-New-Democrats-Ready-to-Defend-Nile-130848308.html

In the beginning, Egypt was the Nile. That could now change, as Egypt, Sudan and the countries that supply the Nile's waters face new politics, economic development, skyrocketing demographics and climate change. Egypt confronts at least a half a dozen other African countries that have for generations delivered their waters to Egypt's Nile. What historically appeared to be Egypt's birthright has now become a privilege they must negotiate with their upstream neighbors. It is a major issue in Egypt's upcoming elections.

"Some of the political parties are talking about the Nile agreement," said Dr. Mahmoud Abu-Zeid, "but all of them are talking about water security, which means no disturbance of the historic rights and that countries should not implement projects which would affect our uses of the Nile in Egypt." And that is what is at stake for Egypt as a newly elected government in Cairo will define its role in a new regional initiative that will decide the future of the Nile and its beneficiaries.

The Nile Basin Initiative was begun in 1999. Dr. Abu-Zeid spent a good part of his 12 years as Egypt's minister of water resources and irrigation trying to save those historic water rights in negotiated agreements with Ethiopia and at least five other African countries. A few months ago, it became clear that upstream neighbors could replace Egypt's old river-related traditions, with or without Egypt and Sudan. Then, Ethiopia announced construction of a new dam that made Cairo nervous.They call it the Renaissance Dam.

"We saw that the new dam Ethiopia has started to build might affect the historic rights of Egypt," said Abu-Zeid. Construction of Ethiopia's $5 billion hydro-electric dam on a principal source of Egypt's Nile began several months ago.

Ethiopia recently agreed to host officials from Egypt and Sudan to prove that the dam, now called the Renaissance Dam, will not be used to irrigate any of the large corporate farms the Ethiopian government has leased to foreign investors in recent years. Though Ethiopia's funding of the dam's construction is uncertain, Egypt remains concerned and suspicious.

"What we have been assured is that this dam is for hydro-electric and that it has no irrigation schemes in it," said Abu-Zeid. "On the other hand, we have heard about irrigation schemes in Ethiopia and we're not sure if any of them are in the Nile Basin."

Mathematics of the Nile

Population has driven much of the new politics in the Nile Basin. "Water doesn't increase, but the population does," said Richard Tutwiler, a research professor at the American University in Cairo and director of school's Desert Development Center. In the 1950s, when Egypt and Sudan decided how much of the Nile they needed, there were about 22 million Egyptians and 9 million Sudanese and 18 million Ethiopians.

Today, Egypt has a population of 82 million, Sudan has a population of 45 million, and Ethiopia has a population of 85 million. Between these three countries the population has increased four times and in recent years Egypt has succeeded in increasing by 25 percent its inventory of farmlands by irrigating deserts through extensive and expensive canal systems.

The other important numbers facing Egypt and its upstream neighbors are the average annual flows into Lake Nasser. The total is 85 billion cubic meters per year. Egypt uses approximately 55.5 billion cubic meters, and some say that in years of high rainfall, Egypt has used more than their share. Sudan (prior to South Sudan's independence) typically used 18.5 billion cubic meters. The remaining 10 billion evaporates on the way to or in

Lake Nasser. The basin members upstream have already taken their share before it reaches Lake Nasser but population, economic development and climate change are affecting all members of the basin.

Ethiopia takes high ground

Ethiopia's ability to determine any of these events is a new achievement after years of being ignored by Egypt's and Sudan's Nile-based development.

In 1959, Egypt and Sudan met and agreed on how to share the waters of the Nile as it flowed through their largely arid lands on the way to the Mediterranean. It was a renewal of river rights they had enjoyed since the British signed an agreement with the two countries in 1929. Ethiopia, which provides an estimated 85 percent of the flow into Lake Nasser from the Abay and other watersheds to the south, was not invited. Emperor Haile Selassie wrote a letter of protest, to no avail.

After the 1979 Camp David agreement returning the Sinai Peninsula to Egypt, President Anwar Sadat announced the launch of the Salaam Canal which would divert Nile waters to the Peninsula by siphoning the waters beneath the Suez Canal. Colonel Mengistu Haile Mariam, then the ruler of Ethiopia, protested to the United Nations, to no avail.

"There was a lot of antagonism between these two countries, Egypt and Ethiopia, and this has been going on since Sadat," said Steven McCaffrey, a law professor at Pacific University in Sacramento. McCaffrey served for three years as a legal advisor on the creation of a cooperative agreement for three years and advised the Nile Basin council of ministers for one year.

Egypt played a major role in the decade of Nile talks that were sponsored by the World Bank and other donors. The nine basin members discussed and drafted a Nile Basin Initiative to manage the entire resources of the Nile with greater equity and efficiency. If these efforts succeed, the new agreement could end - or at least minimize - decades of enmity.

But upstream neighbors have so far not agreed to Egypt's demand that no upstream nation can use water that would reduce their annual 55.5 billion cubic meters or to permit Egypt to maintain the right to veto or even have prior review of upstream proposals.

Balancing powers on the Nile

An observer of these Nile negotiations said, "Fifty years later, the stakes are very high. Ethiopia felt this is now their time in the sun. And they were seen by Egypt as a threat."

The party in power for the past 20 years in Ethiopia is the Ethiopian People's Revolutionary Democratic Party, headed for almost all of that time by Prime Minister Meles Zenawi. They struggled to find an economic policy to, as some in the party's leader like to say, bring Ethiopia "out of backwardness and poverty."

"They promised a lot of development but were faced with drought and degraded watersheds," said the observer of the negotiations. Ethiopia became more determined to push massive development of roads, bridges and dams with the considerable assistance of Chinese loans and expertise. With a series of new hydro-electric dams coming online, Ethiopia wants to become this corner of Africa's hydro-electric power center.

Some, who have watched the Nile's political changes, believe that Meles altered the contentious tone of Egypt-Ethiopia relations a few months ago by telling a delegation from Cairo's transitional government that ratification of the agreement by the upstream signers can wait until Egypt, coming out of a revolution and regime change, could study the proposals and inspect the Renaissance Dam plans.

"I think that was a very statesman-like position that Meles took," said Tutwiler, director of the Desert Development Center in Cairo.

The former Egyptian negotiator, Abu-Zeid, is now president of the Arab Water Council in Cairo. He remains confident that Egypt will not be harmed by plans that will have to be approved by a consensus or a simple majority of the Nile Basin partners.

"There is enough water for everybody," said Abu-Zeid. "The Nile is so big that everybody can get his share. We should not worry about the availability of resources. We should worry about how to develop joint programs for the benefit of everybody."

If Egypt and Sudan join the Nile water partnership, the decisions the basin makes will be difficult, and will require new relationships among those who feed Lake Nasser and those who take from it.

Arab World: Agricultural sector still lacks support

Date: 12 october 2011
Source: Arab News
URL : http://arabnews.com/economy/islamicfinance/article510291.ece

While multilateral agencies such as the Islamic Development Bank Group (IDB) have been involved in financing the agricultural sector, the mainstream Islamic finance industry has not directly got involved in the sector in any meaningful way.

The Jeddah Declaration for the Achieving Food Security for instance has mandated the IDB to devote more resources to the agricultural sector, which any is a key component of the ordinary approvals of the group's regular financing facilities. The IDB also has an affiliate, the International Center for Biosaline Agriculture (ICBA) which is based in Dubai and which is an international applied research centre for agricultural development in arid and semi-arid areas affected by salinity.

There are notable exceptions especially in countries that are primary agricultural commodity producers and exporters including Turkey and Malaysia. In Turkey for instance, Albaraka Turk Participation Bank has pioneered a unique payments card, the Barakat Card, to facilitate documentation and payments for small and medium sized farmers selling their produce to state silos.

Bahrain-based Gulf Finance House (GFH), together with its partners, Abu Dhabi Investment House and Ithmaar Bank, also launched the Vision3 concept of long-term sustainable investments in the agricultural sector with the Investment Support and Promotion Agency of Turkey (ISPAT) with the aim of raising some $9 billion investment in Turkey's agricultural sector, through a specialized investment entity called AgriCap.

The three promoters also signed a preliminary agreement with Morocco's largest bank, Attijariwafa, to establish a similar AgriCap Invest, a specialized food and agriculture focused investment institution, to investment in the agricultural and agri-business industry in Morocco and neighboring Maghreb countries.

However the progress of these initiatives have been affected by the global financial crisis and the financial woes of Gulf Finance House, and it is not clear whether they will come on track.

The latest foray into dedicated Islamic financial support for the agricultural sector is by the Malaysian agricultural and SME bank, Agrobank, which is in the process of converting into a full-fledged Islamic agribank, a process which may take up to 2015. This would make Agrobank the first such fully-fledged Shariah-compliant bank in the region if not the world.

According to Mohd Fadzmi Wan Othman, CEO of Agrobank, the conversion process is well under way and is part of a restructuring plan following the corporatization of the bank in 2008 which would also position the bank in line with the objectives of the Malaysian government's Economic Transformation Program (ETP). The bank will continue to focus on financing the agricultural sector, especially small and medium sized enterprises, through its 175 branch network throughout the country.

Agrobank is an institution which provides holistic financial services and banking facilities, including savings accounts, banking services, loan facilities, insurance and Takaful coverage and advisory services. It is essentially a Government-linked-Company (GLC) under the Minister of Finance Incorporated (MFI). Not surprisingly, the bank's financing of the agricultural sector is driven by a policy set forth by the Ministry of Agriculture and Agro-based Industries.

Historically, Agrobank is a continuity of the former Bank Pertanian Malaysia which has 40 years of experience in agricultural banking and a proven track record in shaping and developing successful entrepreneurs in the sector.

This is not the first time that a Malaysian special financial institution set up under a special act of parliament has gone down this route. In the 1990s, Bank Kerjasama Rakyat, the Malaysian Cooperative Bank, undertook a similar successful transformation in converting all its activities and operations to comply with Islamic financial principles.

Agrobank has effectively operated a successful Islamic Banking Window since it became corporatized in 2008, offering amongst other products, personal banking services such as AgroCash-i (Bai' Al-Inah), Hartani-i and Ar-Rahn; deposit accounts such as AgroSavings-I, AgroMuda-i and AgroTani-i; Credit Enhancer Islamic Scheme (Enhancer-i) aimed at SMEs; the Al-Mudharabah Savings Protection Scheme; and the Credit Protection Takaful Scheme.

The bank already has a Shariah committee in place to advise it on all matters relating to Fiqh Al-Muamalat (Islamic law relating to financial transactions) and in accordance with the requirements of Bank Negara Malaysia in relation to Islamic financial products and services.

According to Agrobank, Shariah principles are the "foundation for the practice of Islamic finance through the observance of the tenets, conditions and principles espoused by Shariah. Non-compliance with Shariah principles may bring about financial and legal disrepute that could affect the reputation of the Islamic financial institution and the industry generally. Bank Negara Malaysia (the Bank) places great importance in ensuring that the overall Islamic financial system operates in accordance with Shariah principles. To meet this objective, Agrobank formed a Shariah committee to advise on its Shariah matters."

As the Shariah decisions, views and opinions bind the operations of Agrobank, the Shariah committee shall ensure decisions are made after undergoing rigorous and robust research and due diligence. The Shariah committee shall perform an oversight role on Shariah matters related to Agrobank's business operations and activities, said the bank in a statement.

EU farm spending slowly shifting eastwards

Date: 13 october 2011
Source: Euractiv
URL : http://www.euractiv.com/cap/ciolo-eu-farm-spending-slowly-shifting-eastwards-news-508280

Farmers in Western countries such as France could see their subsidies cut by up to 7% as more money is being channeled to Central and Eastern European states. EU farm Commissioner Dacian Cioloş spoke to EurActiv in an exclusive interview ahead of proposals today to reform the EU's Common Agricultural policy for 2014-2020.

While the share of the EU budget going to the CAP is expected to stay largely unchanged, the Commission has pledged to give new member states a "fairer" share of the total amount.

Cioloş did not cite precise figures when asked how much less a farmer in a country like France would receive – and how much more a poorer Latvian farmer would get.

However, he noted that the decrease in payments to farmer in "older" EU member countries “would not be that important”.

"I do not have the figures in mind, but let's say somewhere between 1 and 7%. The minimum contribution is 1%, and for countries with the highest levels of payments, the maximum decrease will be around 7%."

The farm commissioner acknowledged that the convergence process will take longer for Eastern farmers, because there is a need to keep a balance in overall EU budget allocation between member states.

In a country like Latvia, the difference could be felt rapidly. Under the Commission's proposal, the hectare payment there “could go from some €87 in 2013 to €140 in 2020” – a 62% increase over seven years.

But other "new" member states like Hungary or Slovenia are not going to observe any increase in their share as their payments are already superior to 90% of the EU average, Cioloş said.

Eliminating support for ‘sofa farmers’

In the end, what an individual farmer will receive will also depend on how redistribution is made within a member state, he insisted.

The payments will be gradually decreased for the largest farms, with a limit of €300,000 per farm. “Large farms getting unlimited payments is no longer in line with the new logic of direct payments,” the Commissioner insisted.

The Commission also wants to make sure EU aid only supports agriculture with “sofa farmers” such as landowners of golf fields, no longer eligible to receive aid.

Making the CAP 'greener'

One controversial aspect of the reform is to make 30% of aid conditional to environmental protection measures – crop diversification, maintaining permanent pastures and a minimum percentage of farm land (7%) dedicated to biodiversity.

While France argues that the 30% objective is too ambitious, Cioloş said other commissioners had argued for an even bigger percentage, which in the end made the proposal "defendable".

He said the EU executive has tried to choose “simple measures” that do not bring any additional costs to farmers but still contribute to good management of natural resources.

He also insisted that "greening" subsidies was not about making CAP payments subject to eco-conditionality. Part of the direct payments support basic income for all farmers in the EU while 30% of the payments will be set aside to encourage farmers to apply green agricultural practices, he said.

As farmers cannot be forced to adopt the proposed greening measures, “there will be no penalty for non-compliance to the greening and, in this case, the payments will simply be stopped”, Cioloş said. Therefore, it is up to each farm to make its calculation to see if it has an incentive to opt for the green path to get the extra 30% payments, he added.

Cioloş insisted that the "greening" component of the CAP reform proposal was therefore purely voluntary, unlike the "cross-compliance" requirements in the current policy. Under current rules, farmers can actually be punished with fines for failing to respect EU laws on animal welfare for example, he noted.

The Commissioner also insisted that with its proposal to subject direct subsidies to "green" conditions, the Commission was not adding any new standards, but was, on the contrary, withdrawing them.

The list of cross-compliance obligations applied after 2014, for example, will be “significantly reduced”, he said.

The European Commission proposes a new partnership between Europe and the farmers

Date: 15 october 2011
Source: Europe.eu
URL : http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/1181&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en

The European Commission has today published its plans to reform the Common Agricultural Policy (CAP) after 2013. This blueprint aims to strengthen the competitiveness and the sustainability of agriculture and maintain its presence in all regions, in order to guarantee European citizens healthy and quality food production, to preserve the environment and to help develop rural areas.

"The European Commission has proposed a new partnership between European citizens and its farmers to meet the challenges of food security, sustainable use of natural resources and growth. The coming decades will be crucial in laying the foundations for a strong agriculture, able to deal with climate change and international competition, while meeting public expectations. Europe needs its farmers. And its farmers need the support of Europe. The Common Agricultural Policy is our food production, and is the future of over half of our territories, "said Dacian Cioloş, European Commissioner for Agriculture and Rural Development.

In line with the other Commission policy initiatives for the period after 2013, the reformed CAP will make a decisive contribution to Europe 2020. It will fight against climate change, support employment and growth, promote innovation and enhance both the economic and ecological competitiveness of agriculture.

The ten key points of the reform

1) Better targeted income support in order to stimulate growth and employment

To better develop the agricultural potential of the EU, the Commission is proposing to support farmers' income in a fairer, better targeted and simpler way. Basic income support will cover only active farmers. It will be degressive from € 150 000 per holding and capped beyond € 300 000, taking into account the number of jobs created. It will also be distributed more equitably between farmers, between regions and between Member States.

2) Tools to address crisis management which are more responsive and better suited to meet new economic challenges

Price volatility is a threat to the long-term competitiveness of the agricultural sector. The Commission is proposing safety nets (intervention and private storage) which are more effective and more responsive for the sectors most exposed and to promote the creation of insurance and mutual funds.

3) A 'Green' payment for preserving long-term productivity and ecosystems

To strengthen the environmental sustainability of agriculture and enhance the efforts of farmers, the Commission is proposing to spend 30% of direct payments specifically for the improved use of natural resources. These measures - crop diversification, maintenance of permanent pasture, the preservation of environmental reservoirs and landscapes - are practical, simple to implement and will have a genuine ecological effect.

4) Additional investment in research and innovation

To produce more, with less, and better, the Commission is proposing to double the budget for agricultural research and innovation, including through a new European Innovation Partnership. These funds, including through a new European Innovation Partnership, will support research projects relevant to farmers, encourage closer cooperation between scientists and farmers and the quicker transfer of positive results from the laboratory to the field, and provide better information and advice to farmers.

5) A more competitive and balanced food chain

Agriculture plays a vital role as the first step in the food supply chain, but the sector is highly fragmented and unstructured, and its added value is not recognized. To strengthen the position of farmers, the Commission is proposing to support producer organizations, develop inter-professional organizations, and to develop direct sales between producers and consumers. Sugar quotas, which have lost their relevance, will not be extended beyond 2015.

6) Encouraging agri-environmental initiatives

The specificities of each territory should be taken into account and environmental initiatives will be encouraged at national, regional and local level. For this, the Commission is proposing two specific Rural Development policy priorities for restoring, preserving and enhancing ecosystems and for resource efficiency & the fight against climate change.

7) Facilitating the establishment of young farmers

Two thirds of farmers are over 55 years. To help the younger generation to get involved in the agricultural sector, the Commission is proposing to create a new installation aid available to farmers under forty years old, during the first five years of their project.

8) Stimulating Rural employment and entrepreneurship

To promote employment and entrepreneurship, the Commission is proposing a series of measures to stimulate economic activity in rural areas and encourage local development initiatives. For example, a "starter kit" will be created to support micro-enterprise projects with funding up to € 70 000 over five years. The LEADER local action groups will be strengthened.

9) Better addressing fragile areas

To prevent desertification and preserve the richness of our land, the Commission is providing an opportunity for Member States to further help farmers in areas with natural handicaps, with additional support. This is in addition to other aid already available under the rural development policy.

10) A simpler and more efficient CAP

To avoid unnecessary administrative burdens, the Commission is proposing to simplify several administrative mechanisms of the CAP, including the rules of conditionality and control systems, without losing efficiency. Moreover, aid to small farmers will also be simplified. For the latter, a flat rate of 500 to € 1,000 per farm per year will be created. The sale of land by small farmers who cease agricultural activity to other farms willing to restructure their farms will be encouraged.

La Libye devient le premier importateur des produits agricoles tunisiens

Date: 17 octobre 2011
Source: Reussir Business
URL : http://www.reussirbusiness.com/15034-La-Libye-devient-le-premier.html

La Libye est devenue, au cours des neuf premiers mois de 2011, le premier importateur des produits agricoles et agro-alimentaires tunisiens, en remontant d'une place par rapport à 2010 où elle était deuxième derrière l'Italie, révèle l'Observatoire tunisien du Commerce extérieur (OCE).

C'est ainsi que la Tunisie a exporté 30% de ses produits agricoles et agro-alimentaires vers le marché libyen, contre 14% au cours de la même période de l'année 2010, a affirmé le directeur de l'OCE, Lotfi Khdhir cité ce jeudi par l'Agence de presse tunisienne (TAP). La valeur des exportations tunisiennes vers la Libye a atteint, à la fin du mois de septembre 2011, 554,5 millions de dinars tunisiens (environ 390 millions de dollars US) , contre 186,3 millions de dinars (environ 131millions de dollars US), au cours de la même période de 2010, soit une

évolution de 368,2 millions de dinars (environ 259 millions de dollars US), a ajouté l'OCE, un organisme relevant du ministère du Commerce et du Tourisme.

Cette augmentation s'explique, selon la même source, par une croissance de 148 millions de dinars des exportations des huiles végétales, des céréales (49,3 millions), des conserves de tomates (32,5 millions), du lait et ses dérivés (32,1 millions), farine (28,8 millions), pâtes alimentaires (15,9 millions), produits des boulangeries (10,1 millions), sucre (6,8 millions) et des viandes congelées (6,4 millions).

La valeur totale des exportations tunisiennes vers la Libye a atteint 758 millions de dinars, au cours des neuf premiers mois de 2011, soit une évolution de 1,7% (12,5 millions) par rapport à la même période de 2010. A la lumière de cette évolution, la Libye devient ainsi le 1er client arabe et africain de la Tunisie et son 5ème client sur le plan mondial, alors que 1.000 exportateurs tunisiens sur un total de 6.000, opèrent sur le marché libyen.

Thon rouge : magouilles autour des chiffres de vente

Date: 18 octobre 2011
Source: Le Matin
URL : http://www.lematin.ma/express/Thon-rouge_Magouilles-autour-des-chiffres-de-vente/157785.html

L'écart entre les chiffres des prises de thon rouge en Méditerranée officiellement déclarées et ceux du commerce international de cette espèce menacée a atteint un niveau record en 2010, selon un rapport du centre de recherche américain 'Pew Environment Group'. En 2010, 12.373 tonnes de thons rouges ont été capturées selon les données fournies par les Etats pêcheurs pour une quantité commercialisée de 32.564 tonnes.

L'auteur du rapport s'est basé sur les données fournies par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), qui fixe et surveille le respect des quotas de capture, et les données commerciales et douanières des importations et exportations de thons rouges. «En 2008, la quantité de thon rouge de l'Atlantique Est (La Méditerranée, ndlr) négociée sur le marché mondial dépassait de 31% le quota ajusté de la CICTA. En 2010, cette quantité passait à 141%», indique le rapport.

Cette différence flagrante entre les chiffres des thons pêchés et ceux commercialisés s'est aggravée malgré les progrès pour renforcer la surveillance du respect des quotas de capture depuis 2008, dans le souci de permettre à l'espèce de renouveler ses stocks après des années de surpêche. «Si la pêche se maintient à ses niveaux actuels, les scientifiques de la CICTA ont déterminé que cette population a moins de 24% de chances de se reconstituer conformément à l'objectif fixé pour 2022 par les Etats membres de la Commission», note encore le rapport. Malgré les améliorations apportées à la gestion des stocks de thon rouge «ce rapport montre qu'il reste encore beaucoup à faire», a souligné à l'AFP l'auteur du document, Roberto Mielgo Bregazzi.

Il a dénoncé le problème des fermes d'engraissement de thons rouges, nombreuses en Méditerranée et dans l'Adriatique. «Un bien plus grand nombre de thons rouges en sort que les chiffres déclarés de ceux y entrant lors de leur transfert après la capture» en mer, note-t-il.

Le 'Pew Environment Group' recommande également de remplacer dès 2012 les supports papier actuels par un système électronique de documentation des captures, afin de les enregistrer plus rapidement, en temps réel et les entrer dans une base de données centrale. Pour 2011, les 48 Etats membres de la CICTA ont fixé le quota de captures à 12.900 tonnes contre 13.500 en 2010.

Acesur's Gonzalo Guillén: Spain is "Exporting the Wrong Image"

Date: 18 octobre 2011
Source: The Olive Oil Times
URL : http://www.oliveoiltimes.com/olive-oil-business/acesur-gonzalo-guillen/20861?utm_source=Olive+Oil+Times&utm_campaign=ddcddf64dd-OOR_212_16_2010&utm_medium=email

Spain's Acesur Group is among the world's top five of olive oil companies, exporting to 80 countries and owner of popular Spanish brands Coosur and La Española.

In an interview with Spain's El Economista, its CEO, Gonzalo Guillén, spoke frankly of Spain's olive oil image problem and his company's plans for international expansion.

Spanish Market

Acesur's consolidated revenue rose to more than 400 million euros ($537 million) in 2010. A decade ago, the Spanish market represented 85 percent of its business, now it's less than half. Last year was the first in which exports and packaging outside Spain accounted for the majority of its revenue.

The volume of olive oil sales is declining in general in Spain, not just the price, which suggests that people are now watching their spending more closely, according to Guillén. Acesur is having to do "all kinds of juggling" yet in the Spanish market there's not much room to move, "due to competition with other name brands and the generic lines."

The latter have soared in popularity in the last decade, partly thanks to "very aggressive positioning" and now account for more than 65 percent of olive oil sales in Spain, he said.

Given the domestic situation, Acesur is planning for increased diversification, particularly by expanding globally and increasing exports. "Growth in Spain is complicated, it's always at the cost of others," he said. "For that reason, we are focusing on the international market, where growth is not at someone else's cost, or at least not someone from within Spain."

"One of the biggest problems we have in this sector, apart from low retail prices, is excess production capacity. For example, just with our own packaging plants we could alone cover the entire Spanish market. That makes investment in new plants problematic and is why we focus on modernizing and adapting existing ones."

Acesur's products Coosur and La Española are Spain's market leaders in 1 liter EVOO sales. It also hold second place for refined oils and sunflower oil, the later with Coosol, and has added new, related products, such as vinegar and sauces, to create a closer relationship with customers and more symbiosis, said Guillén.

Generic brands

About a third of the volume of oil packaged by Acesur is destined for resale as a generic brand. Guillén contrasts this with the fact that in Spain the market is two-thirds generic brands and the rest name brands.

"We could expand a lot with generic brands but we don't want to grow at any prices. We want to expand in that sector in parallel with the expansion of our own lines."

Strengthening its own brand was important, because that was the key to ongoing innovation and improvements in packaging and marketing, but the reality was that there was fierce competition among distributors in the generic brand sector, particularly with staples such as milk and cooking oil, Guillén said.

"I meet many (foreign) clients who've been to Spanish supermarkets and been surprised that most (olive oil) is sold in the generic format. They think that they should do the same, because Spain, which sells the most olive oil, does it this way."

"Basically, we are exporting a false image, that detracts from our exports, and that's not good."

"Olive oil is one of the few things in which Spain is a world leader, yet people come here and see that it's one of the cheapest products on supermarket shelves."

International Market

Acesur sells direct to 80 countries and indirectly to more than 120 and is already in all the foreign markets it wants to be in, according to Guillén. But it would like to be a bigger player in some and to reinforce its sales division with an office in Asia.

"We have a strong presence in Central and South America, Ireland, the U.K., Germany, Poland, Australia and New Zealand."

Guillén said Acesur was so far a small player in the U.S., the biggest olive oil market outside the E.U., but had potential for growth and in the last year had been building up its presence there.

As for Europe, it sees a bigger role for itself mostly in countries with a pre-existing culture of olive oil consumption, such as France and Central Europe.

Italy

Guillén said that in Italian supermarkets, generic brands occupied less space and there was more variety of name brands and suppliers. "We can't complain that the Italians are so strong in the export market because it starts at home, where they know how to protect their brands. They are very careful of the image they project. For example, you'd be very unlikely to see EVOO in a plastic bottle there."

While maybe 30 years ago there was a quality difference, today Spanish olive oils were equal to or better than Italian ones and the issue came down to product presentation, he said.

Renewable Energy

Acesur has diversified with a renewable energy division spanning three branches: cogeneration, biomass and biodiesel. “That’s where we’ve focused the majority of our investment in the last eight or nine years, It now accounts for 15 per cent of our total turnover, Guillén said.

With three biomass plants in Andalusia, Acesur can process 500,000 tons a year of waste from oil production, known as alperujo. However things are not going so well in biodiesel. Guillén said that due to “unfair competition from Argentina and Malaysia” that whole sector was in a delicate state. He hoped that the Spanish government would soon legislate to address the situation because “after all the energy, hope and resources we’ve dedicated to this, we’ve yet to see results.”

Tunisie : le mouton de toutes les inquiétudes

Date: 18 octobre 2011
Source: La Presse de Tunisie
URL : http://www.lapresse.tn/18102011/38730/le-mouton-de-toutes-les-inquietudes.html

Les premiers troupeaux d’agneaux commencent à prendre corps et à gagner du terrain un peu partout dans le pays, en prévision de l’Aïd El Kébir qui frappe à nos portes. Plusieurs familles tunisiennes s’y mettent déjà en prenant congé de l’effervescence croissante des élections du 23 octobre pour se consacrer à une autre campagne, celle de l’Aïd. Les premiers troupeaux d’agneaux commencent à prendre corps et à gagner du terrain un peu partout dans le pays, en prévision de l’Aïd El Kébir qui frappe à nos portes.

Plusieurs familles tunisiennes s’y mettent déjà en prenant congé de l’effervescence croissante des élections du 23 octobre pour se consacrer à une autre campagne, celle de l’Aïd. «J’irai assurément aux urnes, mais j’ai aussi une pensée pour le mouton de mes enfants», avoue H.B., banquier de son état, qui ne cache pas son inquiétude «quant aux premières nouvelles loin d’être optimistes concernant la disponibilité du bétail et ses prix de vente». Lui emboîtant le pas, R.K., institutrice, avertit que «si l’Etat ne fait pas montre de vigilance et d’une main de fer dans un gant de velours, les spéculateurs nous rendront la vie difficile et gâcheront notre fête». Ces propos qui sonnent comme un carton jaune, l’Etat en est sans doute conscient, qui a pris récemment une batterie de mesures préventives qui vont de l’approvisionnement du marché local en quantités suffisantes de têtes ovines, à l’imposition de prix accessibles par toutes les bourses, en passant par l’intensification de la lutte contre spéculateurs et contrebandiers. A notre humble avis, c’est bien ce dernier point qui suscite la préoccupation principale des citoyens.

En effet, de l’aveu même des ministères concernés (Commerce, Agriculture, Intérieur et Finances), l’Aïd El Kébir post-révolution se jouera à… nos frontières avec la Libye et l’Algérie. Explication : outre les centaines de milliers de familles libyennes qui ont décidé de passer l’Aïd dans nos murs après avoir fui le conflit qui ravage leur pays, le Sud tunisien est devenu, ces jours-ci, un terrain de prédilection pour les contrebandiers libyens qui viennent s’y approvisionner en moutons avant de rentrer au bercail, via les voies clandestines du Sahara, pour écouler la marchandise au triple (voire plus) du prix réel.

Et cela ne peut évidemment que faire la joie de nos propriétaires de bétail, prompts à sauter sur des occasions pareilles qui leur garantissent des ventes aux moindres efforts et à l’abri des contrôles. Le marché algérien, lui, a paradoxalement… mis de l’huile sur le feu, en stoppant l’exportation, jusqu’ici abondante, de ses moutons vers la Tunisie. Du coup, en pâtit le marché local, désormais, exposé, jusqu’à nouvel ordre, à une pénurie ovine doublée d’une hausse des prix. A la grande joie des agriculteurs, qui ont déjà bien des soucis avec leurs problèmes d’élevage qu’on connaît.

Face à ce puzzle, le consommateur ne semble plus s’accrocher qu’à un seul espoir : les points de vente des moutons. Ceux-ci, aménagés et gérés par les municipalités, ont au moins ceci de rassurant et de tentant, qu’ils prémunissent contre les abus sur les prix, et que le bétail y est scrupuleusement contrôlé et vacciné contre le virus des spéculateurs parmi nos incorrigibles «gacharas»! «On n’a qu’à nous rabattre sur ces points de vente», soutient un père de famille qui émet le vœu de «les voir approvisionnés en quantités suffisantes pour que l’offre réponde à la demande».

Egypt : For whom the bell toll

Date: 18 october 2011
Source: The Egyptian Gazette
URL : http://213.158.162.45/~egyptian/index.php?action=news&id=21708&title=For%20whom%20the%20bell%20tolls

Although this year's theme, "Food Prices from Crisis to Stability", has sent a message of relief to many developing countries, the situation in Egypt might turn critical in the coming years if "adequate precautions are not taken", one analyst said.

The FAO Food Price Index, which measures monthly price changes for a food basket with cereals, oil seeds, dairy, meat and sugar, averaged 225 points in September, 4.5 points down from August due to lower grain, sugar and cooking oils prices.

"The food gap can be seen as Egypt's most dangerous threat in the coming years. If not addressed properly, it will have a negative impact on the country's balance of payments, the State budget and foreign exchange," Samir Ezzat, a macro.economic analyst at the Cairo-based Economic Research Centre, told The Egyptian Gazette in an interview.

In 2010, the most populous Arab country of 80 million, consumed 17.9 million tonnes of wheat, nearly half of which was imported, according to the Ministry of Trade.

"Egypt imports annually around 60 per cent of its food. This creates chronic pressure, weakening the currency and balance of trade with the world. If post-January 25 revolution governments do not tackle this nagging problem, future generations will pay a high price," Ezzat said.

In a country, where roughly 40 per cent of its 84 million population, live on less than $2 a day, according to World Bank data, subsidised bread is a must to maintain social peace.

Subsidised bread takes around LE10 billion out of the country's annual budget. The bread sells for LE0.05 per loaf, while it costs the State LE0.25, according to data released by the Ministry of Solidarity and Social Justice.
Wheat consumption in Egypt stands at around 84kg per capita, according to the State-run Central Agency for Public Mobilisation and Statistics (CAPMAS).

"In the 1960s, when Egypt's population stood at around 30 million, it was 80 per cent self-sufficient. This grain gap must be bridged as soon as possible. Nations are willing to wage wars for the sake of food. It is part of human nature," he explained.

The situation for other food items is nearly the same. Beef, for instance, constitutes another dilemma for the majority of Egyptians with low-bracket incomes. Egypt produces 500,000 tonnes of baladi (locally-bred beef) meat annually, accounting for 60 per cent of consumption, according to the Ministry of Agriculture.

To bridge the gap, roughly around 300,000 tonnes of meat are imported annually, according to official figures.
"There must be a national charter to turn Egypt into a self-sufficient country for most food items. Wheat must be at the top of the list. The Government should turn to its southern neighbours in the Nile basin, where grain could be grown and cattle raised," he said, adding that the momentum of the January revolution "may help boost economic cooperation".

The picture seems bright in the short term; the FAO has raised the 2011 cereal output estimate to 2.31 billion tonnes, 3 million tonnes above its previous figure; driven by a 4.6 per cent annual rise in global wheat production to 685.2 million tonnes on the back of better crops in Europe and Asia.

But Egypt's output has been declining. In 2010, the country's production of wheat, rice, vegetables and fruit fell by 15.8, 21.6, 8.6 and 4.5 per cent respectively, according to CAPMAS.

"It is all about the long term. Egypt must make its way towards bridging the widening gap as the population grows," Ezzat added.

The United Nations forecasts Egypt's population to reach 100 million by 2020. By 2050, the population is expected to reach 140-155 million, according to the country's Supreme Council for Urban Planning and Development.

Citrus harvest in Mediterranean forecast to be little changed

Date: 18 october 2011
Source: Bloomberg Business Week
URL : http://www.businessweek.com/news/2011-10-07/citrus-harvest-in-mediterranean-forecast-to-be-little-changed.html

The citrus crop in the Mediterranean basin is forecast to be little changed in the 2011-12 season as bigger harvests in Italy and Turkey make up for fewer oranges in Spain, the European Fresh Produce Organization said. Citrus production in the region may slip to 18.48 million metric tons from 18.54 million tons in 2010-11, the Brussels- based industry lobby, known as Freshfel, said in a report on its website dated yesterday.

The Mediterranean Sea countries grow about 14 percent of the world's oranges, based on data from the United Nations' Food and Agriculture Organization. The region's combined output exceeds that of the U.S., the world's second-biggest grower after Brazil, U.S. Department of Agriculture data show. "Spain as a leading producing country will experience a production decrease by 11 percent after the peak level reached last year," Freshfel said. "Southern Mediterranean countries are heading for a production increase."

The region's orange production is forecast to climb 1.8 percent to 9.74 million tons from 9.56 million tons, the group said. That compares with U.S. production of 7.96 million tons in 2010-11, based on September estimates by the USDA. Spain's orange crop, the biggest in the Mediterranean, is forecast to fall 10 percent to 2.69 million tons, according to Freshfel. Italy's 2011-12 orange harvest will rise 18 percent to 2.3 million tons, the report showed.Turkey will lift orange production by 10 percent to 1.39 million tons and Egypt's orange crop is forecast to be little changed at 1.7 million tons, Freshfel said. Greek orange output will slide 23 percent to 525,000 tons, it said.

The region's production of "easy peelers," which includes clementines, mandarins and tangelos, will slump 8.4 percent to 4.97 million tons, Freshfel forecast. The lemon harvest in the Mediterranean basin will increase 5.9 percent to 3.1 million tons and grapefruit production will rise 24 percent to 665,200 tons, according to the outlook.

EU boosts number of Erasmus Mundus scholarships for South Mediterranean students

Date: 19 october 2011
Source: ENPI
URL : http://www.enpi
info.eu/main.php?id_type=1&id=26749&lang_id=450&utm_source=4marketing.it%2C%204dem.it&utm_medium=Email%20Marketing&utm_content=Subscriber%2347&utm_campaign=Erasmus%20Mundus%3A%20%8066%20million%20for%20a%20key%20response%20to%20a%20changin

An additional 750 scholarships will be awarded to students from the Southern Mediterranean region for the new academic year under the Erasmus Mundus programme, in addition to the 1,200 already planned, as part of the EU's strengthened engagement in education, a key element of its new approach towards Neighbouring countries.

For the two forthcoming academic years, the Commission is also considering additional measures to strengthen its support to student and academic exchanges with its Southern neighbours, so as to provide new opportunities to undergraduate, postgraduate, and doctoral students as well as staff.

Through Erasmus Mundus, the EU has funded study opportunities in Europe for 2,000 students and academic staff from the Southern Mediterranean region between 2007 and 2011, also supporting the creation of partnerships between higher education institutions from the EU and those from the Mediterranean partner countries.

Because student and staff exchanges and partnerships are essential for mutual understanding, exchange of ideas and knowledge, democratisation processes, professional development and employability, the European Commission has decided to significantly increase the funding allocated to Erasmus Mundus, allowing for the creation of more partnerships and increasing the number of scholarships for students and staff coming from North Africa and the Middle East.

The EU is also supporting the higher education systems of the South Mediterranean countries through the Tempus programme. For the past ten years, the programme has funded the modernisation and opening of universities through joint projects between European universities and their counterparts from the South Mediterranean region. Tempus has funded more than 300 projects in the region to modernise curricula, improve university governance and create better links between higher education and society. In the years to come, the Commission will continue to actively support national policy reforms and for the next selection rounds (2012 and 2013) it is expected to significantly increase the number of selected projects.

A strengthened engagement in education is a crucial element of the EU's new approach towards Neighbouring countries, as outlined in the European Commission's Communication on 'A new response to a changing Neighbourhood'. In the context of the recent developments in the South Mediterranean region, particular attention needs to be given to supporting actions in favour of young people, students, and university staff who play an important role in the current democratisation process.

Furthermore, the EU's neighbours continue to be on a transition towards establishing fully-fledged market economies. In this context higher education institutions are under strong pressure to provide the skills required by these new economic conditions, and to open up to society at large, in particular the world of work.

Implementation of the projects will spread over the years 2011 to 2013, with ENPI funding of €30 for the South Mediterranean countries.

Plan Maroc Vert : modernisation de l'agriculture à Ifrane

Date: 19 octobre 2011
Source: Le Matin
URL : http://www.lematin.ma/journal/Plan-Maroc-Vert_Modernisation--de-l-agriculture-a-Ifrane/157811.html

Depuis son lancement, le Plan Maroc Vert à travers le plan agricole régional (PAR) contribue considérablement à changer le quotidien des petits agriculteurs en améliorant leurs conditions de vie et en modernisant leur production. Dans ce cadre, deux projets du Pilier II ont vu le jour dans la province d'Ifrane lors de la campagne agricole 2010-2011.

Le premier projet, situé à Oued Ifrane, est relatif à la reconversion des terres consacrées à la céréaliculture et à l'olivier. Il s'étend sur une superficie de 100 ha et a bénéficié à 75 agriculteurs. Doté d'une enveloppe budgétaire de 2.556.500 DH, ce projet comprend également l'encadrement des agriculteurs et leur qualification pour qu'ils puissent avoir un revenu supplémentaire. Quant au second projet, il concerne la reconversion de la céréaliculture en culture du prunier. Nécessitant un investissement de près de 19.580.000 DH, ce projet situé à Timhdit a bénéficié à quelque 261 agriculteurs et s'étend sur une superficie de 500 ha.

Concernant le Pilier I du plan Maroc Vert, deux projets également ont été réalisés. Il s'agit de la construction d'une unité de trituration de l'huile d'olives à l'horizon 2014, ainsi que la création d'une unité de valorisation de prunes visant à répondre aux exigences et aux règles de concurrence du marché. Par ailleurs, pour ce qui est de la campagne agricole 2011-2012, quatre projets du Pilier I sont programmés dans la province d'Ifrane.

Tous ces projets concernent la reconversion de la céréaliculture en des productions à plus forte valeur ajoutée et moins sensibles aux précipitations et aux intempéries. Le premier projet, profitant à 60 bénéficiaires, concerne la culture du cerisier sur une superficie de 100 ha à Ain Louh avec une enveloppe de 10.150.000 DH .

Le deuxième, qui bénéficiera à 261 agriculteurs, est réservé à la culture du pêcher sur 160 ha avec un coût global de 6.165.800 DH, alors que le 3e consiste en la culture de 440 ha de pruniers avec une enveloppe de 15.105.000 DH. Le 4e projet, relatif à la culture du pommier, est le plus important de ces projets, de par la taille des investissements qu'il a nécessités et le nombre des agriculteurs bénéficiaires. En effet, vu l'importance de cette culture pour le développement durable de la population des montagnes et notamment celle d'Ifrane, ce projet dont le coût avoisine 45.665.000 DH bénéficiera à 426 agriculteurs et s'étendra sur une superficie de 800 ha.

A noter que tous ces projets du Pilier I, programmés pour l'actuelle campagne agricole, prévoient l'encadrement des petits agriculteurs d'Ifrane et leur qualification. Pour leur part, les premiers projets des filières animales dans la province d'Ifrane ne seront programmées qu'à partir de 2013. Il s'agit de 2 projets du Pilier II, relatifs à la construction d'une unité de collecte de lait, ainsi qu'à la valorisation de la production des viandes rouges. Les autres projets prévus en 2013 dans le cadre du plan Maroc Vert à Ifrane ont trait à la culture de la lavande sur 70 ha et l'extension de la céréaliculture sur 1000 ha.

La province d'Ifrane constitue un important bassin de production de la pomme avec une superficie totale d'environ 5.200 ha, soit 19% de la superficie nationale et une production de 114.000 tonnes. La filière pommier joue un rôle prépondérant dans le développement durable de la province ainsi que de toutes les zones de montagnes. Cependant, la valorisation de cette filière s'impose comme une nécessité dans le but de relever les défis imposés par les problèmes de commercialisation, des changements climatiques et du fléau du feu bactérien.

Les pommes de Korça débarquent dans le marché balkanique

Date: 19 octobre 2011
Source: Albinfo
URL :: http://www.albinfo.ch/fr/ch-balkans/actuel/les-pommes-de-kor%C3%A7-d%C3%A9barquent-dans-le-march%C3%A9-balkanique-42004

Les fruits de Korça, essentiellement les pommes, envahissent actuellement le marché balkanique. Les produits de cette région fournissent actuellement 30% des besoins de l'Albanie.

La région de Korça a produit cette année 70% des besoins en fruit du Kosovo. « Le secteur a connu certains investissements importants. L'export des pommes de Korça a envahi le marché des Balkans et s'éteint à d'autres régions » explique Adrian Maho, du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation à des médias albanais.

Les spécialistes ajoutent qu'en plus des systèmes traditionnels de soutien à l'établissement de vergers, d'oliveraies ainsi que d'irrigation, de nouvelles technologies de production seront instaurées.

Si jusqu'à récemment, pour des raisons complexes, les pommes de Korça et leurs agriculteurs ont souffert des mauvaises conditions économiques, les produits de cette zone ont actuellement le vent en poupe dans les Balkans.

World Day Food focuses on swinging food prices

Date: 20 october 2011
Source: FAO
URL: http://www.fao.org/news/story/en/item/93080/icode/

United Nations Agency chiefs and top international personalities met today to celebrate World Food Day, whose focus this year is on the recent wave of food price swings which threatens to push millions more people into hunger.

"Food prices - from crisis to stability," was chosen as the World Food Day theme for 2011 following five consecutive years of unstable and often rising food prices, which currently stand close to record levels.

Commemorating FAO's founding in 1945, World Food Day is celebrated in at least 150 countries across the globe. This year it also marked the 60th anniversary of the Organization's move from its first seat in Washington to Rome.

In a message to the World Food Day ceremony at FAO headquarters, Pope Benedict XVI said that fighting famine and hunger required both immediate and long-term solutions.

Horn of Africa

In a clear reference to the crisis in the Horn of Africa, with famine declared in southern Somalia, the Pope said: "In the face of the death of entire communities due to hunger and the forced abandonment of people's lands of origin, immediate assistance is essential, but it is necessary also to intervene in the medium and long-terms so that international activity is not only responding to emergencies.

He described as "lamentable" the idea gaining ground that food was just merchandise and thus "subject to speculative movements".

Agriculture promoted economic growth, he declared: "Agricultural work should not be considered as a secondary activity, but rather as an object of all strategies for growth and integral development."

"Liberation from the yoke of hunger is the first concrete manifestation of the right to life," he added.

More investment needed

Inaugurating the ceremony FAO Director-General Jacques Diouf said that more than $80 billion of additional investment is required annually in agriculture and related activities to ensure food supplies for the world in 2050. Greater investment is the key to mitigating food price fluctuations and building poor people and nations' resilience, said, adding:

"The background to the devastating impact of soaring and volatile food prices on the livelihoods of the poor is 20 years of under-investment in agriculture and neglect of the sector."

The crisis in the Horn of Africa shows that both short and long-term responses are needed and that predictable financial resources are required to tackle the root causes of famine and food insecurity, Diouf noted.

Make it happen

"The world has the knowledge and financial means needed to ensure food security for all, and thus a more stable world. Now is the time to make it happen," he concluded.

Michelle Bachelet, former President of the Republic of Chile and current UN Under-Secretary-General and Executive Director, UN Women, said in a keynote speech that a significant cause of food insecurity is "the poverty and discrimination faced by women and girls, including women farmers".

"Since women are on the frontlines of food security, we need to put their needs and rights at the forefront of trade and agricultural policies and investments to move from crisis to stability," she declared.

Empowering women

"If the world is to meet the challenge of feeding people today and 9 billion people by 2050, we must invest in girls and women, who are key to food security... Empowering women and girls is key to progress in development, food security and improved nutrition," she added.

In a message read to the ceremony, Obiang Nguema Mbasogo, President of the Republic of Equatorial Guinea and current Chair of the African Union, said that Africa and sub-Saharan Africa in particular is bearing the brunt of the food price crisis.

He identified the priorities for Africa as "improving productivity and competitiveness of small farmers, investment in agriculture and policies related to land tenure". He called for a spirit of national and international solidarity to reduce the number of people suffering hunger round the world.

Political agenda

Italian Foreign Minister Franco Frattini said that ridding the world of hunger required a different form of globalization, one reflecting the concepts of "sharing, generosity and cooperation".

"A hungry man is never a free man," he declared. "And often he is also a dangerous man".

Italian Agriculture Minister Francesco Saverio Romano said that the world's rich, industrialized countries had the responsibility of restoring agriculture and food security to the centre of the international political agenda.

"Globalization must go hand in hand with rural development directed , in all parts of the world, to the well-being of populations," he added. Josette Sheeran, Executive Director of the World Food Programme (WFP) also stressed the fundamental role of women:

"Women are the secret weapon against hunger. They are a powerful force in the fight against malnutrition," she said. "When women have food, children eat. When they are helped to grow food, communities eat. So, an important key to fighting hunger is to provide women with knowledge and skills, capital and tools, to help achieve food security for themselves, their family, and their community."

Cost of neglect

Kanayo F. Nwanze, President of the International Fund for Agricultural Development (IFAD), told the invited audience: "As long as there is even one person dying of hunger we must do everything within our power to prevent it. The latest crisis in the Horn of Africa shows the terrible human cost of neglect, both of agriculture and rural areas. Droughts are not preventable but famines are.

"There are effective strategies and tools that farmers can use to increase their resilience to climatic and other shocks. Long-term investment in agriculture -- not only from international donors but from the countries themselves -- is the key to ensuring that such tragedies do not happen again." Guests of honour at the ceremony included Gianni Alemanno, Mayor of Rome and Archbishop Luigi Travaglino, Permanent Observer of the Holy See to FAO, who read out the Pope's message.

Live performances

In a lighter vein, American jazz legend Dee Dee Bridgewater and Brazilian classical guitarist Marcus Vinicius performed live at the ceremony when the appointment of British actor Jeremy Irons as a new FAO goodwill ambassador was announced.

The World Food Day ceremony was followed by the opening of the 37th session of the UN Committee on World Food Security (CFS).

Maroc : les pluies tardives compromettent le démarrage de la campagne agricole

Date: 20 octobre 2011
Source: Aufait Maroc
URL: http://www.aufaitmaroc.com/economie/agricultures-et-peches/2011/10/17/une-situation-pas-normale-mais-pas-alarmante-pour-le-moment

Contrairement aux deux dernières campagnes agricoles, cet automne n'a apporté aucune goutte de pluie. Alors que les deux années précédentes, les travaux de préparation du sol devant accueillir les grandes cultures étaient déjà entamés, l'actuelle campagne tarde à voir les premiers sillons, même si le 24 septembre, le ministre de l'Agriculture en avait donné le coup d'envoi à partir de Fès. Les records obtenus en céréales ces deux derniers exercices seront-ils au rendez-vous?

“La situation n’est pas normale en cette période d’automne, mais elle n’est pas alarmante”. C'est ainsi que s'est exprimé Mohamed Belouchi, responsable communication à la Météorologie nationale pour qualifier l'absence de précipitations en ce début d'automne.

Même son de cloche chez Ahmed Ouayach, président de la Comader (Confédération marocaine de l’agriculture et du développement rural) mais qui précise néanmoins “Certes, la situation n’est pas catastrophique mais risque d’être sérieuse si les pluies ne venaient pas d’ici à 10 jours.” (Le Soir du 14 octobre 2011).

Cependant, ce qui semble inquiéter les agriculteurs, selon Ahmed Ouayach, est le fait que cette absence de pluie est conjuguée à de fortes chaleurs.

Cet épisode climatique défavorable, même si le Maroc a connu une sécheresse chronique au cours des années 1980 et 1990, intervient après un cycle climatique plus clément.

Une agriculture toujours dépendante du climat

Pour rappel, les précipitations records enregistrées par le Maroc durant les deux dernières campagnes avaient permis, en 2008/2009 de dépasser la barre du million de quintaux de céréales. Ainsi, la production des céréales s’était établie à 102 millions de quintaux (en hausse de 98,3%) dont 43,4 millions pour le blé tendre, 37,8 millions pour l’orge et 20,3 millions pour le blé dur.

Il en a été de même pour la campagne agricole 2010-2011 où le cumul pluviométrique moyen, enregistré au 14 juin 2011 est de 525 mm, en hausse de 43% par rapport à la normale (368 mm).

Lors de la tenue des quatrièmes assises de l'agriculture, organisée à Meknès en mai dernier, le ministre de l'Agriculture et de la pêche maritime, Aziz Akhannouch, avait annoncé que les prévisions de la campagne 2010-2011 avaient dépassé de 25% les prévisions initiales. “Ainsi la récolte en céréales a atteint 88 millions de quintaux. Le PIB agricole s’est bonifié cette année de 17%, la production agricole s’est améliorée de 46% et les exportations ont connu un bond de 18% en comparaison de la campagne précédente”, avait souligné le ministre.

La campagne 2011-2012 sous le signe des subventions

Lors du lancement de l'actuelle campagne agricole, le ministre de tutelle avait indiqué qu'en matière de céréaliculture, 1,3 million de quintaux de semences sélectionnées seront mobilisés.

Pour ce qui des prix de vente, ils devront baisser par rapport à l'année dernière, puisque la subvention qui leur est accordée va connaître une augmentation de 10 DH par quintal par rapport à la dernière campagne agricole: “cette opération va coûter quelque 200 millions DH cette année contre 170 MDH l'an passé”.

Enfin, dans le cadre du pilier II du Plan Maroc Vert, les petits agriculteurs seront ainsi exonérés des frais des eaux d'irrigation au titre des campagnes agricoles antérieures à 2008 à concurrence de 10.000 DH avec l'exonération des intérêts et le rééchelonnement des créances.

E. Coli : l’UE interdit graines et poussent produites en Egypte jusqu’en 2012

Date: 20 octobre 2011
Source: Romandie
URL: http://www.romandie.com/news/n/_EColi_l_UE_interdit_graines_et_pousses_produites_en_Egypte_jusqu_en_2012181020111310.asp

L'Union européenne a prolongé jusqu'au 31 mars 2012 une interdiction d'importer toutes graines et pousses produites en Egypte, après avoir établi un lien entre un lot de fenugrec venu de ce pays, contaminé par une souche mortelle de la bactérie E.coli, et des épidémies en Allemagne et en France.

L'interdiction, décrétée une première fois le 5 juillet, a été dictée par le principe de précaution et par la virulence de la bactérie.

Elle devait initialement être levée le 31 octobre.

Mais Bruxelles a décidé mardi de la prolonger car les mesures prises par les autorités égyptiennes pour garantir la sécurité sanitaire de ces graines et pousses ont été jugées insuffisantes.

Un avis scientifique a été demandé à l'Autorité européenne de sécurité alimentaire (EFSA) et toutes les décisions seront fondées sur cet avis attendu pour la fin du mois d'octobre.

La fermeture des marchés de l'UE aux graines et pousses de fenugrec, de soja et de roquette produites en Egypte a été prise à la suite de la découverte d'un lot porteur de la souche particulièrement dangereuse O104:H4 de la bactérie E.coli entérohémorragique (Eceh). L'intoxication due à cette souche a fait 49 morts en Allemagne et un en Suède.

Elle a ensuite touché la ville de Bordeaux, en France, où une dizaine de personnes sont actuellement hospitalisées.

Une enquête minutieuse pour remonter à l'origine a permis à l'EFSA de trouver un lien entre les épidémies et d'identifier la cause du mal qui a créé un début de panique en Europe et provoqué, un temps, une chute des ventes de divers légumes: un lot de 15 tonnes de graines de fenugrec, une plante aux feuilles ovales, proches du trèfle, achetées en Egypte en 2009.

Arrivée en novembre 2009 dans le port d'Anvers en Belgique, la cargaison a ensuite été acheminée jusqu'à Rotterdam aux Pays-Bas, puis livrée à un importateur en Allemagne.

Ce dernier a ensuite revendu le produit à des distributeurs en Allemagne et au Royaume-Uni. Les Britanniques ont revendu les 100 lots de semences incriminés dans l'épidémie à Bordeaux, en France.

L'UE a importé d'Egypte 49.000 tonnes de ce type de graines germées en 2010 pour une valeur de 56 millions d'euros.

Les graines de fenugrec sont utilisées dans l'alimentation car elles sont très riches en phosphore ou magnésium notamment. Elles sont également utilisées comme épice et la plante peut être utilisé comme engrais dans l'agriculture biologique.

La crise en Syrie a un impact sur les exportations libanaises

Date: 20 octobre 2011
Source: Le Commerce du Levant
URL: http://www.lecommercedulevant.com/node/19655

La crise politique en Syrie a déjà un impact sur les exportations agricoles et industrielles libanaises, et indirectement sur le tourisme. Mais les perturbations économiques en Syrie pourraient aussi bénéficier à certains segments de l'économie libanaise.

« Les chambres frigorifiques de stockage des pommes de terre dans la Békaa sont pleines, les producteurs n'arrivent pas à écouler leurs marchandises », déplore Said Gédéon, directeur du département agricole de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Zahlé. L'exemple de la pomme de terre - l'un des produits agricoles les plus exportés par le Liban vers la Syrie et les pays arabes - illustre bien les difficultés des exportateurs agricoles libanais depuis la crise politique chez le voisin syrien. « La Syrie importait environ 30 000 tonnes de pommes de terre par an du Liban, cette année, on devrait arriver à 15 000 tonnes, car la demande intérieure syrienne a beaucoup baissé », affirme Ibrahim Tarchichi, président du syndicat des agriculteurs de la Békaa.

La deuxième saison de pommes de terre, qui commence en novembre, s'annonce problématique. Et d'autres productions, comme le raisin ou les pommes pourraient être touchées elles aussi.

La crise en Syrie a également des répercussions sur certains secteurs industriels, notamment le marché du ciment. Le Liban produit environ 6 millions de tonnes par an, dont environ 1,5 million sont exportées, essentiellement vers la Syrie, l'Irak et l'Egypte. La Cimenterie nationale exporte annuellement 700 000 tonnes de ciment sur les trois millions de tonnes qu'elle produit. La moitié des exportations se dirige traditionnellement vers la Syrie. « Depuis avril, nos exportations vers la Syrie, qui étaient de 100 000 tonnes par trimestre, sont tombées à 30 000 tonnes. La situation sécuritaire à Homs, passage obligé vers Damas et Alep, a compliqué le transport des marchandises. La demande syrienne s'est réduite, et la rareté des devises étrangères a poussé les Syriens à limiter leurs importations », analyse Adib el Hachem, directeur marketing à la Cimenterie nationale.

Jamil Bou Haroun, directeur développement de la société Holcim, qui a exporté en 2010-2011 moins de 10% de sa production, voit dans la crise régionale des signes inquiétants. «Nous nous sommes focalisés depuis quelques années sur le marché intérieur, en plein boom, mais tout indique que le secteur va stagner à présent. Si les exportations vers les marchés captifs baissent, il va falloir se tourner vers des pays européens, avec des baisses de prix pour pouvoir rester compétitifs ».

Les professionnels du tourisme font aussi grise mine, après deux années 2009 et 2010 exceptionnelles. Le nombre de touristes a baissé de près de 25% sur les huit premiers mois de 2011 par rapport à 2010, ce qui s'explique à la fois par la situation en Syrie et les incertitudes politiques au Liban. « De janvier à septembre, les recettes des hôteliers ont diminué de 37% par rapport à la même période en 2010 », estime Pierre Achkar, président du syndicat des hôteliers.

Les difficultés économiques du régime alaouite en Syrie pourraient cependant avoir des effets bénéfiques pour l'économie libanaise. Notamment dans les secteurs où la Syrie exerçait une politique de dumping pour soutenir son marché intérieur. C'est par exemple le cas de la filière volaille. « La Syrie, qui exportait illégalement de la volaille au Liban n'est plus en mesure de le faire, la production syrienne a baissé d'environ 50%. La contrebande de volaille, qui représentait 30% du marché libanais, est tombée à 10% et le flot est beaucoup moins régulier », explique Alfred Moukarzel, propriétaire d'un élevage industriel de poulets à Salima. « Plusieurs éleveurs dans la Békaa et surtout dans le Sud ont doublé leur production ces six derniers mois et comptent la tripler d'ici dix huit mois », poursuit Alfred Moukarzel.

Les sanctions économiques visant le régime de Bachar el Assad ont aussi favorisé indirectement certains importateurs libanais dans l'agroalimentaire. Avant la crise, le Liban exportait ou réexportait très peu de matières premières agroalimentaires (blé, sucre, riz…), mais depuis quelques mois, le pays du Cèdre sert d'intermédiaire.

Maroc : prévisions de croissance

Date: 23 octobre 2011
Source: Oxford Business Group
URL: http://www.oxfordbusinessgroup.com/economic_updates/maroc-pr%C3%A9visions-de-croissance

Un fort taux de croissance du secteur non agricole au premier semestre, auquel s'ajoutent des récoltes records, se sont traduits par une amélioration des perspectives de croissance du Maroc en 2011. L'inflation reste faible malgré une hausse supérieure aux prévisions. Le gouvernement travaille à un certain nombre de mesures pour enrayer le problème du déficit budgétaire, dont la forte hausse est source d'inquiétude.

Salaheddine Mezouar, le ministre de l'Economie et des Finances, a révélé au mois d'août que le secteur non agricole au Maroc avait réalisé un fort taux de croissance du PIB, de 5,1%, au premier semestre de 2011. Il a constaté que les secteurs du BTP et des industries exportatrices se portaient particulièrement bien, et ce malgré la crise que traversent les principaux marchés de destination du pays. Le secteur agricole devrait lui aussi contribuer à la croissance globale, grâce à une très bonne récolte en 2010-2011.

Le volume de production des trois principales céréales – blé dur, blé tendre et orge- s'est élevé à 8,4 millions de tonnes, en hausse de 12% par rapport à la récolte précédente grâce à une augmentation de 7% de la superficie cultivée ainsi qu'un rendement en hausse de 5%, dû en partie à des pluies abondantes et survenues au bon moment. Le secteur de l'industrie affiche également une bonne performance ; la production a enregistré une hausse de 2,6% au premier trimestre de l'année par rapport aux chiffres de la même période en 2011.

Une enquête réalisée par la banque centrale du Maroc, Bank Al Maghrib, auprès d'entreprises industrielles a révélé une augmentation de la production en juin et juillet : 43% des entreprises interrogées ont rapporté une hausse de leur production contre 26% qui ont vu leur production diminuer. A la fin juillet, les exportations annuelles enregistraient une croissance de 19,5% en glissement annuel et atteignaient 99,5 milliards de dirhams (8,86 milliards d'euros), notamment grâce à une augmentation des ventes à l'étranger des produits des industries minières, métallurgiques et chimiques. La progression des importations, en hausse de 20,2% pour un total de 206 milliards de dirhams (18,35 milliards d'euros), dépasse cependant légèrement celle des exportations.

En juillet, l'inflation a dépassé les prévisions du gouvernement mais celle-ci reste sous contrôle avec, en glissement annuel, une progression de 1,8% des prix à la consommation. La raison principale de cette hausse est attribuée à une hausse significative (+3,1%) du prix des denrées alimentaires, celles-ci représentant près de la moitié du panier de biens de consommation. L'inflation mensuelle est de 0,6%.

Compte tenu de la bonne performance économique du pays, il a été rapporté que la Bank al Maghrib avait relevé sa fourchette de prévisions du taux de croissance d'un demi-point pour 2011, soit 5-5,5% au lieu de 4,5-5%. Le Haut Commissariat du Plan, l'institution marocaine chargée de la production statistique, a également revu à la hausse son estimation la plus prudente et estime désormais la progression du PIB à 4,8% au lieu de 4,6%.

A l'horizon 2012, les perspectives sont également encourageantes. Le Ministère de l'Economie et des Finances établit son budget 2012, actuellement en cours d'élaboration, sur la base d'un taux de croissance du PIB prévu entre 4,7 et 5,2% (avec un taux de croissance du secteur non agricole entre 5% et 5,5%) et d'un taux d'inflation annuel de 2%. Celui-ci table également sur un prix moyen du baril de pétrole à 100 dollars.

Le gouvernement va toutefois devoir faire face à un défi crucial sur le plan financier : un important déficit budgétaire qui, selon les prévisions, devrait encore s'aggraver du fait d'une augmentation significative des salaires dans le secteur public en début d'année et d'une envolée du coût des subventions sur les produits de base en raison des hausses de prix des matières premières et des troubles économiques qui agitent les autres pays d'Afrique du Nord.

Mi-août, le Ministre de la Communication Khalid Naciri a déclaré que les subventions à la Caisse de Compensation atteindraient 48 milliards de dirhams (4,3 milliards d'euros), soit un montant près de trois fois supérieur aux 17 milliards de dirhams (1,5 milliards d'euros)initialement prévus cette année, faisant monter les prévisions du déficit budgétaire de l'année à environ 5% du PIB, ou 5,7% selon de récentes conclusions du Fonds Monétaire International (FMI). En même temps, la libéralisation commerciale, qui s'est manifestée par une diminution des tarifs douaniers, exerce une pression à la baisse sur les revenus. Le FMI a récemment averti que le déficit pourrait atteindre 6,5%-7,5% du PIB si le problème n'était pas résolu.

Le gouvernement espère cependant, à moyen terme, réduire le déficit budgétaire à 3% du PIB. En plus de nouveaux projets de privatisation, le gouvernement envisagerait d'instaurer de nouveaux impôts sur la fortune et les propriétés, ce qui aiderait à compenser la hausse du coût des subventions sur les produits de base. Il procède également à une réduction des transferts budgétisés aux entités publiques avec des excédents de trésorerie et a demandé aux différents ministères d'économiser 10% de leurs allocations budgétaires sur certaines dépenses non essentielles. D'après le FMI, ces mesures devraient permettre de réduire le déficit annuel d'1% du PIB.

Les efforts en matière d'administration et de collecte des impôts, qui ont donné lieu à des recettes fiscales plus élevées que prévues fin juin, devraient avoir un impact du même ordre sur la réduction du déficit. Le gouvernement compte également sur une augmentation des recettes des entreprises publiques grâce à la reprise économique et envisage de réduire la masse salariale de la fonction publique dans les prochaines années. Le FMI, quant à lui, recommande une réforme de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour maintenir, voire augmenter, les recettes de la TVA.

Maroc : Taliouine se prépare à récolter son safran

Date: 24 octobre 2011
Source: Yabiladi
URL: http://www.yabiladi.com/articles/details/7205/maroc-taliouine-prepare-recolter-safran.html

La petite ville de Taliouine située à 1500 mètres d'altitude dans l'Anti-Atlas est le fief traditionnel du safran marocain depuis des siècles. La qualité de l'épice est connue partout dans le monde et rivalise fortement avec le safran iranien, espagnol ou indien, les trois grands producteurs au monde. D'ailleurs en 2008, Jean-Marc Pillet, un biologiste suisse et spécialiste de l'épice rouge avait déclaré que le safran de Taliouine était le meilleur au monde, dû notamment à sa forte concentration de safranal, une molécule qui lui donne un arôme puissant.

Véritable travail d'orfèvre

Au-delà de son arôme élevé, le safran invite à la poésie. Déjà de par sa prononciation, il rappelle les mots « saphir » et « sultan » à la fois, comme le dit un chef cuisinier français sur son blog. Une dimension poétique présente également dans la manière de récolter l'or des berbères. Le safran est une épice délicate et exigeante. C'est avant les premiers rayons du soleil que les femmes des producteurs se dirigent vers les champs, emmitouflées dans leurs gros vêtements de laine, avec leur petit panier en osier, pour ramasser à la main les fleurs mauves de safran appelées crocus. « A ce moment de la journée, les fleurs sont encore fermées. Si le jour se lève, les fleurs s'ouvrent, et les filaments rouges à l'intérieur des fleurs risquent de tomber par terre et c'est très difficile de les ramasser par la suite», explique Salah-Dine Alili, employé chez l'entreprise solidaire « l'Or Rouge de Taliouine. Sans oublier que le soleil altère également l'arôme du safran.

Ainsi débute un véritable travail d'orfèvre. C'est un travail long, fatiguant et sans machine qui demande aux safranières de se pencher pour ramasser les fleurs par terre. Au final, les milliers de fleurs ramassées ne produiront que quelques centaines de grammes de safran. Une tâche fastidieuse qui explique pourquoi le safran est l'épice la plus chère au monde.

25 000 dirhams le kilo de safran

C'est à l'intérieur des crocus, que l'on trouve le trésor. Un filament rouge long de quelques centimètres qui vaut une petite fortune partout dans le monde. Ensuite, dès que les paniers sont remplis, les femmes emmènent soigneusement leur récolte à la maison. A ce moment, tout le monde, sans exception, participe au tri, du père de

famille aux enfants. Un tri qui se fera toujours à l'abri de la lumière. Le filament rouge est mis de côté et les pétales violettes des fleurs sont données à manger aux animaux.

Etape suivante : le séchage des filaments rouges. Ils sont enveloppés dans un grand drap qui sera déposé dans un endroit sec dans la maison des producteurs. Les filaments vont sécher jusqu'à une semaine, se recroqueviller et donneront le safran. « C'est à ce moment que le producteur commence à se renseigner sur les prix et attend que les acheteurs pointent le bout de leur nez. Le prix dépendra de la quantité commandée. En 2009 par exemple, le kilo valait 25 000 dirhams. Cette année, le kilo d'épice pourrait tourner autour des 15 000 dirhams, ça dépend des cours sur le marché mondial » poursuit Salah-Dine Alili.

Une famille à Taliouine produit en moyenne 4 à 5 kilos de safran par an. Cela dépend de la superficie de ses terres. Certaines familles vont vendre directement leur safran dans les souks de la région. Un moyen qui leur permet d'avoir de l'argent liquide pour acheter ensuite des fruits et légumes dans ce même marché.

Gare à la contrefaçon

Comme tous les produits de luxe, le safran souffre aujourd'hui d'une forte contrefaçon au Maroc et dans le reste du monde. C'est pour justement mieux lutter contre ce fléau que le ministère de l'agriculture avait crée en 2010 un label pour l'or rouge certifiant son origine et sa qualité. Ce label permet aussi de valoriser et contribuer à une répartition équitable des revenus du safran chez les petits producteurs.

Mais difficile pour une ménagère se rendant chez son épicier de ne pas se faire avoir. « Beaucoup de personnes peu scrupuleuses utilisent d'autres plantes pour faire croire que c'est du vrai safran. Par exemple, elles proposent un kilo de safran et dans cette quantité, on va trouver 200 grammes de safran seulement et le reste ça peut être du piment rouge ou de la fleur d'artichaut moulu », regrette Salah Dine Alili. Pire encore, certaines de ses personnes vont même jusqu'à vendre de la poudre de brique rouge en la faisant passer pour du safran. « Si on vous propose un prix inférieur à 20 dirhams le gramme, méfiez-vous, c'est une contrefaçon ! » conclut-il.

La facture alimentaire de l'Algérie a dépassé 7 milliards de dollars

Date: 25 octobre 2011
Source: La Tribune
URL: http://www.latribune-online.com/economie/59254.html

L'Algérie continue d'accroître ses dépenses en produits alimentaires importés. En effet, le montant de la facture des importations algériennes de produits alimentaires a atteint 7,29 milliards de dollars durant les neuf premiers mois de 2011, contre 4,37 milliards de dollars durant la même période de 2010, enregistrant ainsi une hausse de 66,86%.C'est ce que révèle un document du Centre national de l'informatique et des statistiques (Cnis), relevant des Douanes algériennes, dont une copie a été fournie à la Tribune.

Cette augmentation, explique la même source, est due essentiellement à une hausse vertigineuse (108,46%) des importations de céréales, semoules et farines, passant de 1,44 md usd, au cours des 9 premiers mois 2010, à 3,01 mds usd pour la même période de 2011.Les achats de l'Algérie en lait et produits laitiers ont, également, enregistré une forte hausse, passant de 717 millions de dollars, de janvier à septembre 2010, à 1,22 milliard de dollars, soit une hausse de 71,53%. Cette tendance haussière a touché, aussi, les légumes secs (+37,51%), puisque le montant est passé de 172 millions de dollars à 236 millions de dollars de janvier à septembre 2011, selon le Cnis. Les importations de viande ont, quant à elles, connu une hausse (5,79%) passant de 120 millions de dollars à 127 millions de dollars, au cours des neuf mois 2011.

Les groupes «sucres et sucreries» et «café et thé» ont, également, alourdi la facture alimentaire de l'Algérie, enregistrant respectivement des hausses de 67,42% et 30,46%, respectivement.Ces chiffres illustrent la forte dépendance alimentaire de l'Algérie vis-à-vis des marchés internationaux. La politique agricole engagée par l'Etat à travers la modernisation et la professionnalisation du secteur de l'agriculture, le recentrage de toutes les filières agricoles, le regain de confiance des agriculteurs et la signature de contrats de performance n'a pas donné les résultats escomptés, en l'occurrence l'indépendance nationale alimentaire. D'où la nécessité de revoir les mécanismes de production de manière à libérer l'Algérie de sa dépendance des marchés internationaux. Ces marchés d'où l'Algérie continue d'importer massivement différents produits. En effet, durant les neuf premiers mois de l'année en cours, les importations de l'Algérie ont atteint 35,06 milliards de dollars, contre 29,86 milliards de dollars réalisés au cours de la même période de 2010, en hausse de 17,4%.

Le groupe des «biens alimentaires» vient ainsi en troisième position dans la structure des importations algériennes durant les neuf mois écoulés de 2011.

La BAD promeut l'accès à l'eau potable aux populations rurales en Tunisie

Date: 25 octobre 2011
Source: AFDB
URL: http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/the-afdb-fosters-water-supply-to-tunisias-rural-people-8450/

La Banque africaine de développement (BAD) et le gouvernement tunisien ont signé aujourd'hui un accord de financement de 183 millions de dinars tunisiens (95 millions d'euros). Ce financement vise à soutenir le renforcement de l'accès à l'eau potable dans les zones rurales, une des priorités de la Tunisie.

Cet accord de prêt contribuera à la réalisation du Programme tunisien d'alimentation en eau potable dans les zones rurales. Le programme prévoit la construction et la réhabilitation de réseaux d'alimentation en eau potable ainsi que le renforcement des capacités de gestion des réseaux et des infrastructures.

Le programme sera réalisé à travers la Direction générale du génie rural et de l'exploitation des eaux (DGGREE) et les Commissariats régionaux de développement agricole (CRDA). Il profitera aux populations rurales les plus déshéritées de 20 gouvernorats (préfectures).

Plus de 350 000 habitants devraient ainsi avoir accès à l'eau potable en 2016, date d'achèvement du programme. Cela permettra d'augmenter le taux de desserte, le faisant passer à 98 pour cent, conformément aux objectifs du XIIe Plan de développement économique et social de la Tunisie.

MM. Abdelhamid Triki, ministre de la Planification et de la coopération internationale, et Gilbert Mbesherubusa, directeur Transport et technologies de l'information à la BAD, ont procédé à la signature de l'accord de prêt.

M. Mbesherubusa, représentant le vice-président Infrastructure de la BAD, a souligné que « ce programme permettra aux habitants des localités les plus dispersées, les plus difficiles d'accès, les plus isolées et les plus démunies, de disposer de l'eau potable en permanence ».

M. Sering Jallow, directeur du département Eau et assainissement de la BAD, a rappelé que « l'accès à l'eau potable est d'une importance capitale pour assurer le bien-être des populations, sans oublier la nécessité d'une gestion intégrée des ressources en eau, dont dépend aussi le développement socio-économique de la Tunisie »

M. Jacob Kolster, directeur du département régional, Afrique du Nord, à la BAD, a indiqué que « le programme s'inscrit dans le cadre de l'engagement de la BAD à soutenir la transition économique et sociale de la Tunisie, en contribuant à la réduction des disparités régionales, la création d'emplois, et l'amélioration de la participation et du contrôle citoyen dans la gestion des affaires publiques.»
La BAD soutient la transition économique et sociale tunisienne

Depuis janvier 2011, la BAD a financé plusieurs opérations pour aider la Tunisie à réussir sa transition économique et sociale. Un programme d'appui à la gouvernance et au développement inclusif d'un montant de 500 millions de dollars EU a été financé, en mai 2011 par la BAD. Ce programme a été précédé par l'octroi, en mars 2011, d'un don d'un million de dollars EU à titre d'aide d'urgence visant à aider les personnes déplacées et les réfugiés à la frontière tuniso-libyenne. Cette opération a été suivie en juin, par un don de 700 000 dollars EU de la Facilité africaine de soutien juridique, logée à la BAD, au comité tunisien chargé du recouvrement des avoirs détournés par l'ancien régime. La BAD a, en outre, octroyé en juin et juillet 2011 deux financements de montants de 185,45 millions de dollars et 50 millions de dollars EU pour la réalisation de l'autoroute Médenine Ras Jedir et une ligne de crédit aux petites et moyennes entreprises, respectivement. Enfin, en juillet 2011, la BAD a pris une participation de 20 millions d'euros dans le fonds d'investissement Maghreb Private Equity Fund III (Tuninvest Finance Group), pour soutenir les investissements dans le secteur privé au Maghreb.

Thon rouge : trois fois plus de poissons vendus que pêchés

Date: 25 octobre 2011
Source: Actu-Environnement
URL: http://www.actu-environnement.com/ae/news/thons-rouges-peche-fraude-quota-filets-derivant-mediterranee-vente-13857.php4

Malgré la diminution des captures licites et illicites de thon rouge depuis 2008, la surpêche et la fraude se poursuivent. Selon un rapport publié mi-octobre par Pew Environnement Group, l'écart entre les quantités commercialisées de thon rouge et les quotas fixés par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (Cicta) atteindrait un niveau record en 2010. En effet, 12.373 tonnes de thon rouge ont été capturées l'année dernière d'après les informations fournies par les Etats pêcheurs pour une quantité commercialisée de 32.564 tonnes.

Afin de calculer la quantité de thon rouge pêchée au-delà des quotas annuels, les chercheurs du Pew Environnement Group ont comparé les données des Etats fournies à la Cicta avec celles commerciales ainsi que douanières des importations et exportations. Cette analyse n'a, par ailleurs, pas pris en compte les thons rouges

vendus au marché noir, ni ceux étiquetés sous le nom d'une autre espèce. Des mécanismes qui, s'ils étaient intégrés au calcul, augmenteraient davantage l'écart enregistré…

En fonction des rapports officiels de capture de la Cicta et des données commerciales, près de 395.554 tonnes de thon rouge auraient été pêchées entre 1998 et 2010 alors que la quantité réellement commercialisée s'élèverait à 490.000 tonnes sur la même période. Soit un dépassement de près de 100.000 tonnes. Mais, avec la diminution de plus en plus importante des quotas de pêche alloués aux Etats, l'écart a tendance à augmenter. "En 2008, la quantité de thon rouge de l'Atlantique Est et de la Méditerranée négociée sur le marché mondial dépassait de 31% le quota ajusté de la CICTA. En 2010, cette quantité passait à 141%", souligne le rapport du centre de recherche américain. Si ce niveau de capture se maintient, la population de thon rouge de Méditerranée aurait moins de 24 % de chances de se reconstituer d'ici 2022 selon l'évaluation des stocks par la Commission. En 2011, les 48 Etats membres de la CICTA continuent leurs efforts pour la sauvegarde de l'espèce et ont donc fixé un quota de capture légèrement inférieur à celui de 2010 avec 12.900 tonnes autorisées.

Un système électronique pour limiter la fraude

Malgré la forte réduction des quotas et la mise en place par les membres de la Cicta d'un système de documentation sur papier des captures de thon (BCD), certains facteurs expliqueraient encore cet écart comme la falsification de documents pour la vente et le commerce illicite de thons, notamment vers les marchés locaux de l'Union européenne (UE). La sous-déclaration systématique, voire la non déclaration, de thons rouges capturés et transférés vers des élevages en Méditerranée aggrave également cette situation. Enfin, l'interdiction d'utiliser des filets dérivants ne serait pas respectée dans certains pays côtiers de Méditerranée, en particulier l'Italie.

Pour régler les problèmes de fraude, la Cicta a formé un groupe de travail dont l'objectif est d'élaborer d'ici la saison 2012, un système BCD électronique permettant de déclarer de manière plus précise et avec le moins de retard possible les données de capture. "En novembre 2010, des informations essentielles manquaient encore dans la base de données BCD de l'ICCAT [Cicta] pour 75 % des captures réalisées en 2008 et 2009 par des senneurs", précise ainsi le rapport.

De son côté, le Pew Environnement Group souhaite que l'e-BCD comprenne au minimum une base de données sûre, centralisée et facilement accessible aux utilisateurs autorisés. Il réclame également l'établissement d'un système de code-barres pour assurer le suivi de chaque poisson le long de la chaîne d'approvisionnement.

Tunisie : pourquoi des « bons alimentaires » à la place de la Caisse de compensation

Date: 26 octobre 2011
Source: Web Manager Center
URL: http://www.webmanagercenter.com/management/article-111800-tunisie-pourquoi-des-%93bons-alimentaires%93-a-la-place-de-la-caisse-de-compensation

"Les prix des denrées alimentaires, de la crise à la stabilité", c'est sur ce thème que représentants du ministère de l'Agriculture et de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) ont planché jeudi 19 octobre à Tunis.

Pour le représentant de la FAO en Tunisie, Benoit Horemans, parmi les principales causes de la volatilité des prix des denrées alimentaires, figurent la baisse des stocks de denrées, les sécheresses et les inondations enregistrées certaines régions productrices, ainsi les difficultés d'investissement dans les activités agricoles, indique la TAP. Pour y faire face, M. Horemans appelle à "une meilleure coordination des politiques en matière de commerce international des produits alimentaires", laquelle, estime-t-il, pourrait stabiliser les prix et à la bonne circulation des marchandises.

Il propose, par ailleurs, "la mise en place de dispositifs nationaux ou régionaux de protection sociale et la constitution de réserves alimentaires d'urgence" afin d'atténuer les impacts de l'instabilité des prix sur les pauvres et les catégories vulnérables, souligne la TAP. Mais la proposition la plus importante du représentant onusien consiste à "l'octroi d'allocations, en espèces ou sous forme de bons alimentaires, aux consommateurs pauvres". Et si la Tunisie faisait sienne cette proposition et la mettait en pratique! Comme ça les polémiques autour de la Caisse de compensation ne se poserait probablement plus, puisque dans ce cadre on estime que les populations pour lesquelles elle a été instituée serait protégées. Sauf que là également il faudrait payer.

Par ailleurs, le ministre de l'Agriculture, Mohamed Mokhtar Jellali, rappellera au cours de cette rencontre que l'indice des prix des denrées alimentaires a enregistré une croissance de 33% en juillet 2011, selon la Banque mondiale. Et pour la Tunisie, la priorité consistera à renforcer la sécurité alimentaire à travers la création de projets innovants visant l'amélioration de la productivité, l'intégration de la production agricole et la promotion de l'industrie agroalimentaire, rapporte la TAP.

WFP plays role in Libya through its logistics, telecommunications and transport support

Date: 26 october 2011
Source: Alert Net
URL: http://www.trust.org/alertnet/news/wfp-plays-vital-role-in-libya-through-its-logistics-telecommunications-and-transport-support

In Libya, the UN food agency is not only providing food assistance but plays a vital role in insuring that relief supplies and aid workers get where they need to be.

As the designated lead agency for logistics, WFP-contracted boats and trucks carry life-saving medicines, drinking water, tents, kitchen utensils, fuel and a host of other non-food items that humanitarian agencies need to help crisis-affected Libyan families.

WFP moves this urgent food assistance and other relief supplies through different corridors by road from Tunisia and by sea into the main ports along Libya's Mediterranean coastline.

United Nations Humanitarian Air Service (UNHAS) flights carrying aid workers and donors into the country have been operated by WFP since May this year, as commercial flights have been unable to fly into Libya. The planes have occasionally also carried urgent humanitarian cargo to otherwise inaccessible locations. Over 150 organizations have used this air service, as well as a passenger service on WFP chartered vessels.

Through the WFP-led Emergency Telecommunications Cluster, telecommunications systems are established in Tripoli and Benghazi allowing UN and non-governmental agencies to maintain 24-hour radio communications and ensure data connectivity. This is both important for day-to-day operations as well as staff safety.

"WFP's decades of experience in logistics as the largest humanitarian agency in the world makes it uniquely positioned to get humanitarian aid to people in Libya," said Daly Belgasmi, WFP's Regional Director for the Middle East, Central Asia and Eastern Europe.

Innovative logistics services

As usual, WFP logistics has not limited itself to business in Libya. In an innovative move, the merchant ships carrying food, vehicles and other relief items, were put to good use carrying passengers as well, moving aid workers between coastal cities in Libya.

In October, WFP started a courier service for documents and small parcels into Tripoli, Benghazi and other areas via Malta.

As soon as it was feasible, WFP arranged for the first time since the conflict broke out to ship food directly to Tripoli using commercial shipping lines rather than the special chartered vessels. This was done to help boost confidence in the reopening of Tripoli port and direct trade with Libya, with an eye on a quick return to normalcy.

Food still needed

Since September WFP has accelerated food dispatches to those who are fleeing conflict, as well as for stranded migrant workers, people in displaced camps, and particularly vulnerable Libyan families. The UN agency has also been strategically pre-positioning food in the country and at the border to meet new pockets of emergency needs, as they arise.

WFP has now reached more than one million people in Libya with food assistance and has pre-positioned 6,000 metric tons of food stocks inside the country for immediate needs. Since food distributions began in March, WFP's regional emergency operation has provided food assistance to more than 1.3 million people in Libya and neighbouring Tunisia and Egypt. WFP is operating at a shortfall of US$50 million to continue food assistance through the end of the year and to provide logistics and telecommunications services.

Algérie : des forêts pour la société

Date: 26 octobre 2011
Source: Le Maghreb
URL: http://www.lemaghrebdz.com/lire.php?id=39764

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural, à travers la Direction générale des forêts, a organisé hier, à Skikda, la cérémonie officielle de lancement de la campagne de plantation 2011 -2012. La Journée nationale de l'arbre, organisée à travers le territoire national, symbolise l'importance qu'accorde notre pays à la conservation de la nature et la préservation de l'environnement à travers les efforts fournis en matière de protection et de reconstitution de l'écosystème forestier. Pour rappel, l'année 2011 est consacrée année internationale des forêts. Sous le slogan les " Forêts pour la société ". C'est aussi une occasion pour la sensibilisation des citoyens autour de l'intérêt vital que représente la forêt dans l'équilibre écologique et dans le développement économique, social

et environnemental. Les écosystèmes forestiers demeurent une composante fondamentale de la vie sur terre. Divers rôles sont attribués aux forêts dans leur large gamme de diversité structurelle. Elles restent un maillon central dans les équilibres naturels en conservant les sols, protégeant les agro-systèmes, régulant le climat et conservant les ressources hydriques. De par leurs diverses configurations architecturales, les forêts sont le refuge d'une large gamme de plantes et d'animaux et continuent à être un foyer hautement potentiel en biodiversité. Compte tenu du rôle fondamental que joue l'écosystème forestier et face aux menaces qui le cernent, il est indispensable de garantir sa protection à travers une utilisation rationnelle et durable.

Dans notre pays, le lancement de la campagne de reboisement est symbolisé à travers la célébration du 25 octobre, période de dormance végétale, marquant la fin de la période estivale et le début de la période de froid. C'est une date privilégiée pour davantage de sensibilisation des citoyens autour de l'intérêt majeur et vital que représente la forêt dans les équilibres écologiques, et son importance dans le développement des activités socioéconomiques, notamment en zones de montagnes. Le lancement de la campagne de reboisement est célébré le 25 octobre de chaque année à travers les 48 wilayas afin de ponctuer l'importance et le rôle de l'arbre dans l'éducation environnementale. Cette journée est également mise à profit pour sensibiliser et informer l'opinion publique sur le phénomène de la déforestation, ses causes et ses effets qui ont encore des conséquences dramatiques.

C'est, également, une occasion pour rappeler que beaucoup d'efforts restent à fournir pour la préservation de nos ressources forestières, en particulier, et naturelles, en général. Dans ce cadre, l'ensemble des conservations des forêts ont prévu diverses manifestations tout en associant les établissements scolaires à l'ensemble des activités prévues. Celles-ci portent sur des expositions de photos et projection de film vidéo, des plantations à l'intérieur des écoles et à proximité, des visites sur terrain des réalisations de reboisement, des randonnées à travers les parcs nationaux, des émissions à travers la radio locale et publication d'articles à travers la presse, des conférences et débats sur des thèmes relatifs aux bienfaits de l'arbre, un concours de dessins ainsi qu'un concours du meilleur club vert. Par ailleurs, les organisations de la société civile sont invitées à lancer des initiatives et à organiser tout événement qu'elles jugeront adéquat pour marquer cette Journée, afin de promouvoir la sensibilisation et d'encourager un public aussi large que possible à s'impliquer dans la préservation de la nature et de l'environnement.

Etat des lieux des ressources forestières

L'Algérie est l'un des plus grands pays du continent africain, il occupe une position centrale au Maghreb et en Méditerranée occidentale, avec une superficie de 2 381 741 km². Les caractéristiques de son milieu naturel sont diversifiées, un immense milieu désertique, une vaste zone steppique des massifs montagneux boisés, un milieu constitué de plaines et de collines et une zone marine à climat méditerranéen. Trois contraintes majeures caractérisent le milieu naturel algérien : des précipitations irrégulières, des sols fragiles et un grand écart de températures entre les saisons chaudes et froides. Toutefois, les ressources naturelles y sont limitées et fragiles, du fait de conditions climatiques et de leur distribution inégale à travers le territoire. Les régions du nord de l'Algérie où les conditions de climat et de milieu permettent le développement des formations forestières occupent 250 000 km2 soit un peu plus de 10% de la superficie totale.

Les forêts et maquis couvrent globalement 4,7 millions d'hectares. L'augmentation du taux de boisement est une action de longue haleine qui nécessite des efforts considérables et continus en matière de reboisement. Ainsi, 460 000 ha ont été reboisés au cours de ces dernières années. La Direction générale des forêts mène également un programme de réhabilitation des espèces endémiques telles que le pistachier de l'Atlas en zones steppiques, l'arganier, l'acacia radiana et le cyprès du Tassili en zones sahariennes à travers de grands projets de reboisement, intégrant l'option de la sylviculture saharienne. Pour les régions du nord du pays, les priorités portent essentiellement sur la réhabilitation des écosystèmes dégradés compte tenu des récurrents phénomènes d'incendies, à travers des reboisements intensifs visant particulièrement la reconstitution des essences nobles de chêne-liège et cèdre de l'Atlas.

Lebanon: agriculture sector needs new laws

Date: 28 october 2011
Source: The Daily Star
URL: http://www.dailystar.com.lb/Business/Lebanon/2011/Oct-26/152208-agriculture--sector-needs-new-laws-hajj-hasan.ashx#axzz1c4tFBufX

Agriculture Minister Hussein Hajj Hasan called Tuesday for the modernization of legislation governing the agriculture sector and the promotion of scientific research.

Hajj Hasan was speaking during a regional conference on food security in MENA. The event, held at Bristol Hotel, was organized by CropLife, a regional federation representing the plant science industry and a network of national associations in 30 MENA countries.Representatives of 31 Arab, African and Middle Eastern states attended the conference in its fourth edition.

Hasan said the conference brought the private and public sectors together in line with his ministry's policy of promoting cooperation between the two sides in the interest of Lebanon's economy and its agriculture sector.

"I stress the importance of food security and safety in the development of the agricultural sector and to guarantee sufficient production and high productivity at reasonable cost as well as adequate prices for both consumers and farmers," Hasan said.

Hasan added that the implementation of such a plan required focused efforts on two fronts: legislative and scientific work.

Open and joint markets in MENA require, according to Hasan, the coordination of legislation, decrees and ministerial decisions, as well as the coordination of technical regulations and registration procedures to control the use of pesticides and their outflow from one state to another.

On the scientific front, the agriculture minister called for greater cooperation among Arab research centers, especially in relation to the use of pesticides and their effect on the environment.

Head of the Arab Organization for Agricultural Development Tarek al-Zadjali said that the food security program was aimed at boosting the capacity of Arab states to secure their need for essential food products and also to decrease inflation.

Italy project seeks to head off future problems in the Nile Basin

Date: 28 october 2011
Source: FAO
URL: http://www.fao.org/news/story/en/item/93489/icode/

Rapid population growth and natural resource degradation in the Nile River Basin pose the risk of intensified hunger and poverty in the region and require better, more forward-looking development planning to prevent that from happening, FAO said today.

The warning came as the UN agency presented governments in the region with the results of a decade-long project financed by the government of Italy that aims to put critical information and planning tools into the hands of development authorities and natural resource mangers so they can start turning the situation around.

FAO's "Information Products for Nile Basin Water Resource Management" project has established modern hydrological monitoring and reporting systems across the Nile Basin, helped government authorities harmonize data-gathering, and produced a series of comprehensive surveys of water use and agricultural production.

"Up until now, there has been very little systemic study of how the Nile's waters are used — or could be used — to grow food, and key pieces of information that would allow for what we call 'sound water accounting' have been missing," said Pasquale Steduto, head of FAO's Water Development and Management Unit.

"The data this project has acquired and the information products it has produced will fill these gaps and let the governments of the region make the most of the Nile's resources," he said.

Narrowing window of opportunity

The population in the Nile basin — currently around 200 million people — is expected to increase by between 61 to 82 percent by 2030, according to an FAO report on the project presented at a meeting of governments in Kigali today.

At the same time, "environmental degradation, drought, weak institutions, low financial capacity, inadequate infrastructure and social instability conspire to perpetuate poverty in the region," it notes. Some of the eleven countries that share the Nile — Burundi, DR Congo, Egypt, Eritrea, Ethiopia, Kenya Rwanda, South Sudan, Sudan, Tanzania and Uganda — are among the poorest in the world.

And although the waters of the Nile have great potential as a lever of social and economic development, high demographic growth rates and accelerating pressures on land and water resources "narrow the window of opportunity for reversing the negative trends in the region," according to FAO's study.

Reducing the pressures on the Nile will require increasing the efficiency and productivity of water use along the entire food production chain, from farm to fork, building farming systems that are more resilient to climate change and enhancing trade in agricultural commodities among the countries that share the basin, said Steduto.

Knowledge and tools

Agriculture already uses more than 80 percent of renewable water resources in the Nile basin, FAO's work shows, and the potential for increasing water supply, say by draining wetlands or reducing evaporation in resources, is extremely limited.

"Nile water allocation has therefore become a near zero-sum game," said Steduto, explaining the rationale behind the FAO-Italy project. "So it becomes very, very important that water authorities have detailed information for good water accounting, and planning tools that let them weigh the costs and benefits of their policies and their resource management choices."

The "Information Products for Nile Basin Water Resource Management" project has consolidated spatial information on water and agriculture in the region; a forecast of the region's future food requirements; a survey of the types of farming systems practiced along the Nile and; an analysis of possible future scenarios for water management and agriculture development.

Additionally, 18 technical manuals on water measurement techniques and technologies were developed and disseminated. Hundreds of staff in water management and agriculture agencies received training, including in negotiation skills.

A wealth of Geographic Information System (GIS) data on water, land and agriculture was acquired. Better data permitted the creation of the Nile Decision Support Tool (Nile-DST) — software that models the entire Nile system and allows planners to assess the trade-offs and consequences of different possible development scenarios.

At the same time, says Steduto, the project has strengthened a shared vision of natural resource management and sustainable developments among the governments of the Nile. "Only through a joint effort of the riparian countries can a sustainable future be designed and built," he said.

The $5 million Information Products for Nile Basin Water Resource Management project was financed by the government of Italy as the last of three projects it funded in the region for a total investment of $16 million.

Maroc : l'Aïd el Kébir, la fête la plus attendue du monde rural

Date: 28 octobre 2011
Source: Yabiladi
URL: http://www.yabiladi.com/articles/details/7241/maroc-l-aid-kebir-fete-plus.html

Grande fête célébrée dans la liesse et la joie gastronomique, Aïd al Adha est aussi une fête de solidarité. Cette solidarité dépasse l'aumône, le partage et l'offre de nourriture, et acquiert une dimension économique non-négligeable. Cette année, les transactions commerciales relatives à la fête du Sacrifice généreront un chiffre d'affaire supérieur à 7,8 milliards de dhs. « C'est une façon indirecte et discrète pour la ville de subventionner la campagne » assure Yassine Jamali, agriculteur. En effet, la plus grande partie des bénéfices ira directement aux agriculteurs, et les recettes des ventes de l'Aïd leur permettront de financer d'autres activités agricoles.

Les agriculteurs et éleveurs concernés se divisent en deux catégories : « ceux qui engraissent et vendent le produit de leurs brebis et ceux qui vont dans les souks 6 mois à l'avance, achètent à bas prix les bêtes de bonne qualité, explique Yassine Jamali. Puis, ils les vaccinent, les déparasitent, pour ensuite commencer à les engraisser ». Cette année, près de 6 millions de têtes seront destinées à l'abattage, ovins et caprins confondus. La demande ne dépasse cependant pas les 5,1 millions, dont 4,7 millions d'ovins selon les estimations du ministère de l'agriculture et de la pêche maritime. « La vente de 5 millions de têtes, c'est un énorme transfert d'argent de la ville à la campagne. Si ces bêtes restent sur le marché, le prix du mouton s'effondre ». Aid Al Adha permet donc de garder un certain équilibre économique. Le prix du mouton, vendu plus cher au gros qu'en détail y participe.

« D'un point de vue économique, ce n'est pas logique. Mais il est vrai que quand on enlève la peau du mouton, le tube digestif et qu'il reste la carcasse, le kilo revient beaucoup plus cher que si on achète cette même viande au kilo, admet Yassine Jamali. Mais il y a le côté subjectif qui joue. On veut un beau mouton, avec des belles cornes, l'aile noire » poursuit-il.

D'après Yassine Jamali, le prix du mouton varie selon les fluctuations du prix du grain. Car l'engraissage du mouton se fait au grain et non à l'herbe, et le grain est importé. « Donc si le grain coûte cher, l'éleveur est obligé de monter le prix pour pouvoir se faire de la marge. Il y a également des moutons qui coûtent cher, parce que ce sont de beaux moutons […] Les moutons c'est comme les voitures, on peut aller de la Twingo à la Chrysler, après chacun choisit selon sa subjectivité », explique Yassine Jamali, mais aussi selon son budget.

Les éleveurs proposent cependant un large choix d'ovins: du « sardi » au simple mouton de montagne, il y en a pour toutes les bourses. Et ce n'est pas pour fâcher ces éleveurs qui font leur beurre en période de Aid, ce qui en fait la fête la plus attendue du monde rural.

Algérie : forte hausse des achats de blé pendant les neufs premiers mois de 2011

Date: 28 octobre 2011
Source: Maghreb Emergent
URL: http://www.maghrebemergent.com/economie/63-algerie/5892-algerie-forte-hausse-des-achats-de-ble-pendant-les-neuf-premiers-mois-de-2011.html

Les achats de l'Algérie en blé sur les marchés mondiaux repartent à la hausse cette année après leur baisse appréciable en 2010.

Les statistiques recueillies par Maghreb Emergent auprès des Douanes algériennes indiquent que les importations du pays pendant les neuf premiers mois de l'année 2011 ont fortement augmenté passant à 5,7 millions de tonnes (Mt) pour 2,17 milliards de dollars, contre 4,2 Mt pour 941,98 millions de dollars pendant la même période de l'année précédente.

Le recul de la production céréalière algérienne après la très bonne récolte de 2009 semble être l'explication logique de la forte progression de ces importations. Cette production a chuté à 4,2 de tonnes toutes céréales en 2011, contre 4,5 en 2010 et 6 millions de tonnes en 2009, selon les chiffres du ministère de l'Agriculture. Sa baisse contraste avec le bon maintien de la production céréalière du Maroc, qui a enregistré trois bonnes récoltes consécutives (8,9 Mt en 2011, après 7,7 en 2010 et 10,4 en 2009).

Une grande partie des importations algériennes pendant les neuf premiers mois de l'année concerne le blé tendre. Les statistiques douanières indiquent que cette céréale représente plus que le triple des importations globales du pays en blé, avec un volume de 4,43 Mt pour 1,6 milliards de dollars, contre 1,28 Mt de blé dur pour 578,23 millions de dollars. L'Algérie a également importé du blé de semence d'Espagne et d'Egypte (192 tonnes pour 121.343 dollars).

La France premier fournisseur de l'Algérie

Les chiffres des Douanes indiquent que sur 5,72 Mt de blé importés pendant les trois premiers trimestres de l'année 2011, 4,24 Mt proviennent de France, pour un montant global de 1,61 milliard de dollars (3,41 Mt de blé tendre pour 1,23 milliard de dollars et 827.808 tonnes de blé dur pour 373,757 millions de dollars).

Le Mexique occupe, loin derrière, la position de deuxième fournisseur de blé dur à l'Algérie, avec 305.921 tonnes pour 133,8 millions de dollars, devant l'Italie, les Etats-Unis, le Canada et l'Espagne.

Pour le blé tendre, outre la France, qui a eu la plus grosse part des importations algériennes, l'Algérie s'est également approvisionnée sur les marchés américains. Il s'agit notamment du Brésil, qui lui a fourni 675.097 tonnes pour 237,62 millions de dollars, et de l'Argentine, avec 183.499 tonnes pour 64,93 millions de dollars. Il y a également l'Uruguay, le Paraguay et les Etats-Unis d'Amérique avec des quantités de moins de 80.000 tonnes.

Une forte dépendance des marchés mondiaux

La dépendance accrue de l'Algérie vis-à-vis des marchés céréaliers mondiaux suscite des doutes sur l'efficience de la politique du ministère algérien de l'Agriculture qui avait promis de réduire la dépendance alimentaire du pays à travers des « plans de développement agricole » qui ont nécessité des investissements lourds.

Les plus pessimistes observateurs parlent carrément d'échec de cette politique, d'autant que la facture alimentaire pour les neuf premiers mois de l'année a encore grimpé atteignant 7,29 milliards de dollars, en hausse 3 milliards par rapport à l'année 2010, et qu'elle risque de terminer l'année avec un record de… 10 milliards de dollars.

L'eau et l'agriculture parmi les domaines d'activité du programme MEC au Maroc

Date: 28 octobre 2011
Source: Communiqués de Presse
URL: http://www.communique-de-presse.info/l%E2%80%99eau-et-l%E2%80%99agriculture-parmi-les-domaines-d%E2%80%99activite-du-programme-mec/

Le programme MEC de l'USAID agence américaine pour le développement international s'est fixé pour objectif la contribution à l'essor économique et social du Maroc. Ce programme s'engage à l'égard de l'agriculture, le commerce et l'investissement. La promotion et le développement de ces domaines passent d'abord par la valorisation du climat des affaires, l'eau et l'agriculture Maroc ainsi que les capacités professionnelles.

Ces différents domaines d'actions du programme MEC nécessitent des réformes au niveau du cadre juridique et réglementaire, le renforcement des capacités institutionnelles, ainsi que la participation du secteur privé.

Au niveau de l'eau et de l'agriculture qui sont des thématiques cruciales dans le programme MEC, l'objectif est d'accroitre la productivité et de favoriser l'emploi et le commerce en agriculture tout en valorisant une meilleure utilisation des ressources hydriques. La promotion de l'export des produits agricoles et agroalimentaires est indispensable à l'essor de l'agriculture Maroc et plus précisément dans les régions ciblées : Doukkala-Abda et la région de l'Oriental.

Des réformes juridiques et réglementaires ont été élaborées afin de gérer la gestion de l'eau, augmenter la productivité agricole et encourager à investir au Maroc.

Une politique de tarification et économie de l'eau agricole ; dans un contexte de pénurie croissante et afin d'optimiser les ressources en eau, une politique de tarification appropriée s'impose, afin d'instaurer une gestion plus rationnelle de l'eau d'irrigation.

Sans oublier le Traitement et la réutilisation des eaux usées en agriculture, l'amélioration de la politique énergétique ainsi que la facilité à l'accès au financement.

Le soutien du programme MEC concerne également les organismes publics et privés appelés à mettre en œuvre les réformes optimisant l'utilisation agricole de l'eau. Et ce à travers le renforcement des capacités institutionnelles.

Ces réformes mettent en œuvre un cadre institutionnel et opérationnel de la réutilisation des eaux usées en agriculture, l'appui au Plan Maroc Vert qui est une véritable feuille de route pour l'essor de l'agriculture marocaine. Le programme MEC accompagne l'implémentation des Plans Agricoles Régionaux des Doukkala-Abda et de l'Oriental et appuie la mise en œuvre du Plan Maroc Vert, à travers une série d'activités et de projets pilotes.

La mise des NTI au service de la gestion des ressources hydriques est prise également en considération ainsi que le projet d'amélioration de la gestion des eaux souterraines.

Le programme MEC encourage une meilleure participation du secteur privé quand à la mise en œuvre des politiques de valorisation de l'eau et de développement agricole.

Le Renforcement des capacités d'organisation, de gestion et de gouvernance des petits agriculteurs parce que l'optimisation et la valorisation des eaux en agriculture passent d'abord par l'appui aux petits agriculteurs irrigants.

Promotion de l'économie de l'eau en agro-industrie, l'Optimisation de l'eau dans les petites exploitations à travers la valorisation de produits du terroir et l'Appui à l'agrégation en faveur des petits exploitants et de l'optimisation de l'eau agricole sont des denrées indispensables quant à l'accroissement de la compétitivité et la productivité agricole.

La Méditerranée face au spectre de l'insécurité céréalière à l'horizon 2030

Date: 28 octobre 2011
Source: Le Temps d'Algérie
URL: http://www.letempsdz.com/content/view/64797/1/

Et si les pays de la rive sud de la Méditerranée – Algérie comprise – auraient à gérer à l'avenir une situation céréalière difficile ? Cette question aux accents de crise est loin d'être hypothétique.

A l'heure où les «révolutions arabes» cristallisent les débats et arrachent l'essentiel du temps médiatique, des prospectivistes travaillent ici et là et s'efforcent de réfléchir sur les défis du futur. Dont la décisive sécurité alimentaire.

A l'abri des regards, des experts peu portés sur les plateaux de l'actualité spectaculaire et immédiate préfèrent scruter l'après-printemps arabe. Une manière de siffler la fin de «l'enthousiasme débordant» et de rappeler aux uns et aux autres les urgences cruciales de l'avenir immédiat. Deux analystes viennent de pointer de fraîche date les horizons céréaliers moroses au sud de la Méditerranée.

A la demande de l'Institut de prospective du monde méditerranéen (Ipemed), un think tank «promoteur» de la région, deux chercheurs, Edward Aoun et Amal Chevreau se sont livrés à un état des lieux céréaliers. Leur conclusion est sans appel : un risque d' «aggravation de la situation céréalière» se profile «dans les vingt prochaines années».

Ce n'est pas la première fois qu'une telle projection pessimiste résonne sous les cieux de la rive sud. Dans un passé récent, des colloques et des paroles d'experts ès agriculture l'avaient laissé présager. Mais le rapport de

l'Ipemed a le mérite de ne pas faire dans les demi-mots. Il dit crûment ce que les fonctionnaires nationaux et internationaux expriment au prix d'une prudence sémantique excessive.

Au moyen d'indicateurs – comme seules pièces à conviction – le think tank méditerranéen examine «la situation céréalière en Méditerranée». En réalité, le rapport de l'IPEMED passe au crible une vaste région qui va bien au-delà des pays côtiers. C'est toute la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du nord) qui y est abordée. Une vingtaine de pays au rang desquels l'eurasienne Turquie et Israël.

En Méditerranée, s'inquiètent les prospectivistes de l'IPEMED, «un état permanent d'insécurité alimentaire prévaut, avec un fort risque d'aggravation dans les vingt prochaines années». L'alerte est d'autant plus sérieuse que les céréales «tiennent une place centrale dans l'agriculture et l'alimentation» de la région.

Certes, depuis 1960, la production céréalière a quasiment doublé en volume sous l'effet d'une augmentation de l'offre foncière agricole – la céréaliculture occupe la moitié des surfaces agricoles – et d'importants soutiens publics. Pour autant, la situation demeure plus que jamais problématique. Depuis les années soixante, en effet, les importations ont été multipliées par quatre, «d'où un écart croissant dans les déficits céréaliers».

L'aggravation de la situation céréalière à l'horizon 2030 n'est pas un scénario du seul IPEMED. L'organisation mondiale de l'agriculture (FAO) à laquelle le think tank méditerranéen emprunte nombre d'arguments se montre «sceptique» à ce sujet. Et s'émeut, à longueur de conférences et de rapports, sur l'«écart croissant» entre la demande et la production.

La région Mena, soulignent les prospectivistes de l'IPEMED, «accuse d'importants retards en termes de productivité céréalière par rapport aux moyennes mondiales». Du Maroc à Bahreïn en passant par les autres pays du Maghreb, l'Egypte, la Jordanie et la péninsule arabique, les «ratios de capacités productives sont les plus faibles du monde».

Preuve de l'urgence alimentaire qui prévaut au sud de la Méditerranée et qui n'augure pas d'un changement à moyen terme, les pays de la région Mena s'illustrent par une «facture céréalière plus élevée que la moyenne mondiale». Concrètement, ils importent «en moyenne» 50% de leurs besoins en nourriture.
Souligné à grand renfort de graphiques, un indicateur imprime le rapport de l'IPEMED et résonne comme une sonnette d'alarme.

Les pays arabes, y est-il écrit, sont les «plus gros importateurs nets de céréales dans le monde». Selon une moyenne établie à partir des quatre dernières années, les quantités de blé importées en dehors du monde arabe s'élèvent à 58,2 millions de tonnes métriques par an.

Avec une population autrement plus importante, l'Asie n'en importe pas autant : 46,9 millions de tonnes, soit 11 millions de tonnes de moins que le Maghreb et le Moyen-Orient. L'Afrique subsaharienne en importe, pour sa part, 26,9 millions de tonnes. Autre indicateur fort qui se passe d'explications : la région «importe le quart des céréales produites dans le monde alors qu'elle ne compte que 8% de la population mondiale».

Si la problématique céréalière pèse sur l'ensemble des pays Mena, la rareté diffère d'une contrée à une autre. Explications des prospectivistes de l'IPEMED : «Le Maghreb et l'Égypte sont très dépendants, ainsi que des pays de l'Est de la région», comme Israël et les Territoires palestiniens, la Jordanie et le Liban.

A l'exception de la Turquie dont la dépendance des importations extérieures est faible (une moyenne de 4 dollars par habitant), tous les autres pays de l'est et du sud de la Méditerranée sont confrontés à des «déficits structurels considérables». A défaut d'en produire suffisamment, ils n'ont guère d'autre choix que de sacrifier davantage à l'impératif de l'importation «pour couvrir leurs besoins alimentaires».

Quitte à se faire l'écho de discours déjà entendus, l'IPEMED souligne à grands traits que la question céréalière en Méditerranée relève désormais d'un double enjeu «stratégique et géopolitique». La forte dépendance des importations et le poids de plus en plus pesant des factures alimentaires «fragilisent davantage les ambitions de souveraineté et de sécurité alimentaires» des pays de la région.

Pour les auteurs du rapport, la question céréalière est stratégique, car «elle relève des États et de leur volonté d'assurer sécurité et souveraineté alimentaire». Elle est géopolitique «car elle s'inscrit dans un cadre de construction régionale avec un enjeu de coordination des politiques locales et régionales en matière d'agriculture et d'alimentation».

Egypt wants French wheat but at better price

Date: 28 october 2011
Source: The Daily News Egypt
URL: http://thedailynewsegypt.com/trade/egypt-wants-french-wheat-but-at-better-price.html#

Egypt, the world's biggest wheat importer, is keen to buy French grain but would like it more competitively priced at international tenders, the main state buyer said on Tuesday.

Egypt, which annually consumes 14 million tons of wheat and imports about half its needs, has bought heavily from Russia this year.

But Nomani Nomani, the vice chairman of Egypt's General Authority for Supply Commodities (GASC) said France remained a stable supplier.

"I am calling for more competition and for French offers to appear more competitively in our tenders," Nomani told a meeting organized by grain lobby France Export Cereales in Cairo.

"Without a doubt, French wheat is one of our more strategic and stable sources," he said.

France exported close to 2.5 million tons of wheat to Egypt in the 2010/2011 season when Russia imposed an export ban in the wake of its worst drought in decades. Russia's absence for most of the 2010/11 season helped French exports rise 14 percent year-on-year to 19.6 million tons.

Since the start of the 2011/12 fiscal year on July 1, GASC has purchased 2.34 million tons of Russian wheat, 180,000 tons of Romanian wheat and 120,000 tons of Kazakh wheat, according to data collected by Reuters.

GASC said on Saturday it would allow Ukrainian wheat to compete in its international tenders, a move that is expected to add to pressure on French wheat. Nomani said the quality of Black Sea origin wheat had improved since 2008.

"Of course, we look at both quality and price when we make purchases, Black Sea quality has progressed," he said.

"We set high quality specifications and you can't make offers in the tender except with these specifications but apart from that during the tender, the competition is based solely on best prices," Nomani said.

Russia's grain export ban had been imposed last year after a catastrophic drought. The country is considering imposing a duty on wheat exports in the current season if exports are too high, the government said on October 11.

GASC has asked the Russians not to impose the tariff.

Egyptian Agriculture Minister Salah Youssef Farag said higher wheat yields were expected in the 2011/2012 season, when he expected about 3 million feddans (1.26 million hectares) of land to be planted with the grain.

He said 50,000 feddans would be planted with a higher yielding variety of wheat.

"We expect around 50,000 feddans of the total amount to give us yields of 24 ardebs (140 kg) per feddan," he told reporters on the sidelines of the Cairo meeting, adding that yields last year ranged between 18 to 20 ardebs per feddan.

Egypt raised the price it will pay local farmers for their wheat next season to LE 380 per ardeb from LE 350 during the last season to encourage planting.

The new price is equivalent to about $454 per ton — far above the roughly $250 per ton Egypt paid for foreign wheat at a tender this month.

Local procurement increased in 2011 to 2.6 million tons from 2.1 million tons a year earlier due to higher prices.

"We are very interested in increasing our storage capacity but all plans are still currently under study," Farag said, adding that current capacity was about 4 million tons but that the ideal would be to lift that to 8 million tons.

"I don't have the capacity to store reserves for one year but then again we don't produce enough for one year's consumption," he said.

Liban : « faites la bouffe, pas la guerre »

Date: 28 octobre 2011
Source: La Presse
URL: http://www.cyberpresse.ca/voyage/destinations/asie/liban/201110/25/01-4460741-liban-faites-de-la-bouffe-pas-la-guerre.php

Tous les samedis matin, un stationnement près du port de Beyrouth, capitale du Liban, s'anime et prend des allures du marché Jean-Talon. Petite visite là où les tensions multiconfessionnelles font place à l'harmonie des saveurs.

Abu Brahim, un Druze moustachu, porte le foulard traditionnel blanc sur la tête et d'amples pantalons noirs. Il vend ses pommes grenades et son jus de raisin frais dans des bouteilles de plastique.

À quelques mètres de lui s'affaire Oum Ali, une femme chiite dans la cinquantaine originaire du Sud, vêtue d'un voile noir et une grande robe fleurie. Elle offre quant à elle des man'ouchés, sorte de pain semblable à une crêpe, au grand plaisir des visiteurs matinaux.

Toutes les communautés, venues de partout au Liban, se réunissent au Souk al-Tayeb, le premier grand marché fermier au pays. Ils sont jusqu'à 70 producteurs à vendre leurs aliments traditionnels et naturels.

Le fondateur du marché est Kamal Mouzawak, un chef cuisinier et un animateur de télévision bien connu au Liban. Son but est de préserver la culture de son pays grâce à la nourriture.

«La tradition se perd, dit le grand homme à l'allure soignée. En Amérique, c'est bien pire. Toute une génération a perdu le goût de la tradition culinaire. Ici, au Liban, on commence à sentir cette tendance. On veut réagir!»

Manger pour rassembler

Le Liban compte 18 confessions religieuses. Au cours des 40 dernières années, le pays s'est déchiré à de nombreuses reprises. Depuis sept ans, M. Mouzawak essaie, à petite échelle, de les rassembler. «On s'est tellement entretués qu'on se dit que le temps est venu pour de la stabilité. Pour ce faire, on vend des produits de la terre, de l'agriculture et de la cuisine.»

Sur les tables éclairées par le soleil méditerranéen, on trouve des fruits et légumes biologiques, un commerce qui prend tranquillement sa place au Liban. Le fondateur du souk vise particulièrement les jeunes couples «bourgeois bohèmes» de Beyrouth.

Dans le coin du marché fermier, sous un auvent, Coara Walid-Mayssoun vend des produits végétariens de sa région, le Chouf, au sud de Beyrouth. Sur le kiosque de la petite dame, on retrouve notamment du labné (yogourt) et des barres de céréales.

Lorsqu'on lui demande quelle est sa confession, elle s'étonne de la question. «Je suis une Druze, dit-elle. Mais ce n'est pas important ici. On ne le sait pas et on n'en parle pas. On est une grande famille.»

Comme à la maison

Depuis un an, le Souk al-Tayeb a aussi pignon sur rue dans le quartier Mar Mikhael, à quelques kilomètres du centre-ville.

Tous les jours, une femme d'une région différente vient cuisiner à Tawlet, un petit restaurant branché décoré de tableaux humoristiques qui représentent les plats traditionnels libanais.

Le vendredi, Ramza Hosneh, chrétienne orthodoxe du nord du Liban, nous apprête des kibbeh, des bouchées à base de boeuf et de boulgour. Bien sûr, il y a la fameuse salade fattouche, du taboulé et des aubergines au vinaigre.

Le chef Sharbe Hosneh brasse la salade en attendant les premiers clients. «Elle cuisine de la même façon qu'elle le ferait pour ses enfants! dit-il. Moi, j'en apprends tous les jours un peu plus sur la cuisine de mon pays.»

On trouve aussi dans le restaurant des vins de tous les 35 producteurs du pays, une industrie en plein essor. La maison donne même des cours de dégustation.

Même s'il s'agit de plaisirs gourmands, M. Karam, insiste pour dire que son initiative est 100% politique. «La bouffe, c'est une expression bête et toute simple. Mais c'est le lien entre tous les Libanais. Notre devise c'est: faites de la bouffe, pas la guerre! »

Blé ukrainien : retour à la normale des exportations

Date: 28 octobre 2011
Source: L'Usine Nouvelle
URL: http://indices.usinenouvelle.com/produits-agricoles/ble-ukrainien-retour-a-la-normale-des-exportations.4004

Les récoltes de blé n'ont pas connu en Ukraine les sécheresses qui ont été fatales à la production en 2010. Les exportations devraient donc retrouver leur niveau de 2009. Par conséquent, celles de maïs devraient remonter également.

Neuf millions de tonnes de blé seront exportées d'Ukraine en 2011 ! Soit un tonnage plus que doublé par rapport à l'an dernier selon l'USDA (4,3 millions de tonnes en 2010). Ces chiffres annoncés par le gouvernement sont liés à une meilleure récolte cette année dans le pays (sans sécheresse significative) et à la levée de ses quotas sur les exportations.

Actuellement, la moyenne des prix du blé sur les ports de la mer noire est à 183 $ par tonne, un tarif très avantageux par rapport à ceux de l'an dernier. « La majeure partie de la céréale est vendue en Egypte (15 %), en Turquie (15 %) et en Israël (10 %)», rapporte Florent Ayrignac, directeur de la filiale Offre et Demande agricole (ODA) à Odessa. Et le commerce repart fortement en Russie également, où les exportations avaient été gelées l'an passé.

L'ODA précise que l'Ukraine peut maintenir une pression sur les cours du blé mondial, même si sa qualité est généralement moins bonne qu'en France ou aux Etats-Unis, le blé étant moins protéiné et ayant un poids spécifique moins important. Mais les marchés Euronext Rouen et CBOT à Chicago où s'échangent cette céréale subissent sa concurrence et sont obligés d'aligner leurs prix.

Au niveau mondial, l'organisme table sur 674 millions de tonnes produits par an cette année, contre 190 millions de tonnes stockés. « Les prix sont souvent corrélés au niveau des stocks comparés à la production. Plus il est élevé, plus les prix baissent », précise Florent Ayrignac.

Un autre levier vient d'être coulissé en Ukraine, le 19 octobre dernier, celui de la suppression des taxes à l'exportation. Cette mesure sera appliquée dès le 1er janvier prochain et pourrait encore accroître les flux de marchandises.

Enfin, une corrélation intangible persiste entre les marchés du blé et du maïs. La quantité de maïs exportée peut consister en cas de crise, ou de hausse des prix en une denrée de substitution avec le blé. Elle s'élèverait selon le ministère de Kiev à 12,5 millions de tonnes pour la campagne ukrainienne en cours (du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012), contre 5 millions de tonnes pour l'exercice précédent.